

**Assemblée générale**

Cinquante et unième session

85^e séance plénière

Lundi 16 décembre 1996, à 10 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Razali (Malaisie)*La séance est ouverte à 10 h 10.***Point 51 de l'ordre du jour**

Déclaration de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine relative à l'attaque militaire aérienne et navale lancée en avril 1986 par l'actuel Gouvernement des États-Unis contre la Jamahiriya arabe libyenne populaire et socialiste

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je crois comprendre qu'après les consultations nécessaires, l'examen de ce point pourrait être reporté à la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite reporter l'examen de ce point et l'inscrire à son ordre du jour provisoire de la cinquante-deuxième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée en a ainsi terminé avec l'examen du point 51 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 52 de l'ordre du jour

L'agression armée israélienne contre les installations nucléaires irakiennes et ses graves conséquences pour le système international établi en ce qui concerne les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, la non-prolifération des armes nucléaires et la paix et la sécurité internationales

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les membres se rappelleront que le 20 septembre 1996, l'Assemblée a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la cinquante et unième session de l'Assemblée générale.

Je crois comprendre qu'il serait souhaitable de reporter l'examen de ce point à la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite reporter l'examen de ce point et l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-deuxième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Ceci met fin à notre examen du point 52 de l'ordre du jour.

Point 53 de l'ordre du jour

Conséquences de l'occupation du Koweït par l'Iraq et de l'agression iraquienne contre le Koweït

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les membres se rappelleront que le 20 septembre 1996, l'Assemblée a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la cinquante et unième session de l'Assemblée générale.

Je crois comprendre qu'il serait souhaitable de reporter l'examen de ce point à la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite reporter l'examen de ce point et l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-deuxième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous en avons ainsi terminé avec l'examen du point 53 de l'ordre du jour.

Point 54 de l'ordre du jour

Application des résolutions de l'Organisation des Nations Unies

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les membres se rappelleront que le 20 septembre 1996, l'Assemblée a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la cinquante et unième session.

Je crois comprendre qu'aucune délégation n'a demandé que ce point soit examiné à la présente session.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite reporter l'examen de ce point à la cinquante-deuxième session et l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de cette session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec l'examen du point 54 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 57 de l'ordre du jour

Question de l'île comorienne de Mayotte

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les membres se rappelleront que le 20 septembre 1996, l'Assemblée a décidé d'inscrire ce point à l'ordre du jour de la présente session.

Je crois comprendre qu'après les consultations nécessaires, l'examen de ce point pourrait être reporté à la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite reporter l'examen de ce point et l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-deuxième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 57 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 17 de l'ordre du jour (suite)

Élections aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres élections

c) Élection du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement

Note du Secrétaire général (A/51/718)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Dans sa note figurant dans le document A/51/718, le Secrétaire général informe l'Assemblée que, compte tenu du fait que l'Assemblée procède actuellement à un examen des secteurs économique et social de l'Organisation sous l'égide de l'Assemblée générale, et dans l'attente des résultats de la dix-neuvième session du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement, qui se tiendra en janvier 1997, et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale chargée d'examiner l'application du programme Action 21, en juin 1997, il recommande à l'Assemblée générale de proroger d'un an, à compter du 1er janvier 1997, le mandat de Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement de Mme Elizabeth Dowdeswell.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale accepte de proroger le mandat de Mme Elizabeth Dowdeswell en tant que Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour une période d'un an, à compter du 1er janvier 1997, comme le recommande le Secrétaire général?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous en avons ainsi terminé avec l'examen du point 17 c) de l'ordre du jour.

Rapports de la Cinquième Commission

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : S'il n'y a pas de proposition en vertu de l'article 66 du règlement intérieur, je considérerai que l'Assemblée décide de ne pas examiner les rapports de la Cinquième Commission dont l'Assemblée est saisie aujourd'hui.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les déclarations seront donc limitées à des explications de vote ou de position.

Les positions des délégations, en ce qui concerne les recommandations de la Cinquième Commission, ont été clairement exposées à la Commission et sont reflétées dans les procès-verbaux officiels pertinents. Je rappelle aux membres que, au titre du paragraphe 7 de la décision 34/401, l'Assemblée a décidé que :

«Lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, une délégation, dans toute la mesure possible, doit n'expliquer son vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que son vote en séance plénière ne diffère de son vote en commission.»

Je rappelle également aux délégations que, conformément à la décision 34/401, les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

Avant de nous prononcer sur les recommandations contenues dans les rapports de la Cinquième Commission, je voudrais informer les représentants que nous allons suivre la même procédure qu'à la Cinquième Commission.

Point 12 de l'ordre du jour (suite)

Rapport du Conseil économique et social

Rapport de la Cinquième Commission (A/51/706)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 4 de son rapport.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite adopter le projet de décision?

Le projet de décision est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec l'examen des chapitres du rapport du Conseil économique et social renvoyés à la Cinquième Commission?

Il en est ainsi décidé.

Point 123 de l'ordre du jour

Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient

a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment

Rapport de la Cinquième Commission (A/51/724)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de décision intitulé «Financement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégage ment» sans le mettre aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de décision est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de notre examen du point 123 a) de l'ordre du jour.

b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Rapport de la Cinquième Commission (A/51/725)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de décision intitulé «Financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban» sans le mettre aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de décision est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de notre examen du point 123 b) de l'ordre du jour.

Point 125 de l'ordre du jour

Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité

a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït

Rapport de la Cinquième Commission (A/51/726)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de décision intitulé «Financement de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït» sans le mettre aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de décision est adopté.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de notre examen du point 125 a) de l'ordre du jour.

Point 153 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

Rapport de la Cinquième Commission (A/51/710)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 51/152).

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de notre examen du point 153 de l'ordre du jour.

Point 154 de l'ordre du jour

Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental

Rapport de la Cinquième Commission (A/51/711)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 51/153).

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de notre examen du point 154 de l'ordre du jour.

Point 155 de l'ordre du jour

Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies

Rapport de la Cinquième Commission (A/51/712)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 51/154).

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de notre examen du point 155 de l'ordre du jour.

Rapports de la Sixième Commission

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée générale va maintenant examiner les rapports de la Sixième Commission sur les points 142 à 152 de l'ordre du jour. J'invite le Rapporteur de la Sixième Commission à présenter les rapports de la Sixième Commission en une seule intervention.

Mme Boum (Cameroun), Rapporteur de la Sixième Commission : J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale les rapports de la Sixième Commission sur le travail accompli sur les points de l'ordre du jour qui lui ont été renvoyés à la présente session, à savoir les points 142 à 152. Les rapports sont parus sous les cotes A/51/622 à A/51/632. Je parlerai également des travaux accomplis par la Sixième Commission sur les points 120 et 114 de l'ordre du jour. J'ai le plaisir d'informer l'Assemblée générale que la Sixième Commission a adopté sans les mettre aux voix tous les projets de résolution ou de décision, ce qui constitue, on en conviendra, une importante réalisation.

Je voudrais maintenant passer à l'examen des divers rapports de la Sixième Commission, en commençant par le point 142 de l'ordre du jour intitulé «État des protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection de victimes des conflits armés», dont le rapport est contenu dans le document A/51/622. Le projet de résolution dont la Sixième Commission recommande l'adoption par l'Assemblée générale est reproduit au paragraphe 8 du rapport.

Aux termes du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée générale, entre autres dispositions, se féliciterait de l'acceptation quasi universelle des Conventions de

Genève de 1949 et de l'acceptation de plus en plus large des deux Protocoles additionnels de 1977, et engagerait tous les États parties à ces conventions qui ne l'ont pas encore fait à envisager de devenir parties aux Protocoles additionnels. L'Assemblée demanderait aux États qui sont déjà parties au Protocole I, ou à ceux qui n'y sont pas encore parties — lorsqu'ils s'y porteront parties — de faire la déclaration prévue à l'article 90 de ce protocole. L'Assemblée prierait enfin le Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-troisième session, un rapport sur l'état des Protocoles additionnels établi à partir des renseignements reçus des États Membres.

La Sixième Commission a adopté ce projet de résolution sans le mettre aux voix, et j'espère que l'Assemblée pourra faire de même.

Je passe maintenant au rapport de la Sixième Commission concernant le point 143 de l'ordre du jour, intitulé «Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires», rapport qui est contenu dans le document A/51/623. Le projet de résolution dont la Sixième Commission recommande l'adoption par l'Assemblée générale est reproduit au paragraphe 8.

Aux termes du projet de résolution, l'Assemblée générale, entre autres dispositions, se déclarerait consternée par les actes de violence commis récemment contre des représentants diplomatiques et consulaires, ainsi que contre des représentants et des fonctionnaires d'organisations internationales intergouvernementales, et se déclarerait préoccupée par le non-respect de l'inviolabilité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires. Aux termes du dispositif, l'Assemblée, entre autres dispositions, prierait instamment les États d'observer, d'appliquer et de faire respecter strictement les principes et les règles du droit international régissant les relations diplomatiques et consulaires et, en particulier, de prendre toutes les mesures nécessaires, aux échelons national et international, pour empêcher tout acte de violence contre les missions, les représentants et les fonctionnaires. L'Assemblée prierait enfin le Secrétaire général de publier chaque année un rapport sur la question.

La Sixième Commission a adopté le projet de résolution sans procéder à un vote et j'espère que l'Assemblée sera en mesure de faire de même.

Le document A/51/624 contient le rapport de la Sixième Commission sur le point 144 de l'ordre du jour, intitulé «Convention sur le droit relatif aux utilisations des

cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation». Le projet de résolution proposé est reproduit au paragraphe 12 de ce document.

Aux termes du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée déciderait de convoquer le Groupe de travail plénier de la Sixième Commission pour une deuxième session d'une durée de deux semaines entre le 24 mars et le 4 avril 1997 afin qu'il élabore une convention-cadre sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation. L'Assemblée déciderait également que le Groupe de travail plénier lui ferait directement rapport lorsqu'il aurait mené à terme son mandat et que les dispositions du paragraphe 5 de la résolution 49/52 de l'Assemblée générale continueraient de s'appliquer. En outre, et aux termes du paragraphe 3 du projet de résolution, les méthodes de travail et les procédures indiquées dans l'annexe du projet de résolution seraient suivies par le Groupe de travail.

La Sixième Commission a adopté ce projet de résolution sans le mettre aux voix et j'espère que l'Assemblée fera de même.

Le rapport de la Sixième Commission présenté au titre du point 145 de l'ordre du jour, intitulé «Décennie des Nations Unies pour le droit international», est publié sous la cote A/51/625. La Sixième Commission recommande à l'Assemblée générale trois projets de résolution dont le texte est reproduit au paragraphe 15 du rapport.

Aux termes du dispositif du projet de résolution I, l'Assemblée générale, entre autres dispositions, adopterait le programme d'activités de la dernière partie (1997-1999) de la Décennie, qui est annexé au projet de résolution. Elle remercierait les États et les organisations et institutions internationales qui ont entrepris des activités en application du programme de la troisième partie (1995-1996) de la Décennie. Elle se féliciterait de la création d'une nouvelle instance de règlement des différends, le Tribunal international du droit de la mer. Elle encouragerait le Bureau des affaires juridiques à poursuivre ses efforts pour mettre à jour la publication de l'Annuaire juridique des Nations Unies. L'Assemblée inviterait tous les États, ainsi que les organisations et institutions internationales visées dans le programme, à entreprendre les activités qui y sont indiquées et à fournir à ce sujet des renseignements au Secrétaire général qu'elle prierait de lui présenter, à sa cinquante-quatrième session, sur la base de ces renseignements et d'autres informations relatives aux activités de l'Organisation des Nations Unies concernant le développement

progressif du droit international et sa codification, un rapport final sur l'exécution du programme.

Aux termes du dispositif du projet de résolution II intitulé «Base de données relative aux traités», l'Assemblée générale, entre autres dispositions, prierait le Secrétaire général de continuer à donner la priorité à l'exécution du programme d'informatisation de la Section des traités. Elle approuverait la proposition tendant à diffuser le Recueil des Traités sur Internet, comme le sont déjà les Traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général. Elle approuverait aussi la décision du Secrétaire général d'étudier s'il est possible, d'un point de vue pratique et économique, d'amortir les frais occasionnés par cette diffusion sur Internet, sous réserve que les États Membres, les organismes des Nations Unies, les organisations internationales et les autres usagers non commerciaux n'aient pas à acquitter de droits d'utilisation, et de présenter ses conclusions aux États Membres.

Le projet de résolution III est intitulé «Programme d'action de 1999 consacré au centenaire de la première Conférence internationale de la paix et à la clôture de la Décennie des Nations Unies pour le droit international». Aux termes de son dispositif, l'Assemblée générale, entre autres dispositions, considérerait qu'il est opportun d'élaborer un programme d'action consacré au centenaire de la première Conférence internationale de la paix et à la clôture de la Décennie des Nations Unies pour le droit international. Elle inviterait les Gouvernements de la Fédération de Russie et des Pays-Bas à prendre d'urgence les dispositions voulues pour examiner à titre préliminaire, avec les autres États Membres intéressés, la teneur du programme d'action de 1999 et à solliciter à cet égard la coopération de la Cour internationale de Justice, de la Cour permanente d'arbitrage, des organisations intergouvernementales compétentes et des autres organisations concernées. L'Assemblée demanderait aux organes, programmes et institutions spécialisées compétents des Nations Unies d'étudier la possibilité de fournir une assistance à cette fin.

La Sixième Commission a adopté ces trois projets de résolution sans les mettre aux voix et j'espère que l'Assemblée générale fera de même.

J'aborde maintenant le rapport de la Sixième Commission consacré au point 146 de l'ordre du jour, intitulé «Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-huitième session», qui est paru sous la cote A/51/626. Le projet de résolution dont la Sixième Commission recommande l'adoption par l'Assemblée générale est reproduit au paragraphe 8 du rapport.

Aux termes du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée, entre autres dispositions, rendrait hommage à la Commission du droit international pour le travail qu'elle a accompli à sa quarante-huitième session, et en particulier pour avoir adopté définitivement les articles du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et provisoirement le projet d'articles sur la responsabilité des États, et appellerait l'attention des États qui participent au Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale sur l'intérêt que présente le projet de code pour leurs travaux. L'Assemblée prierait le Secrétaire général d'inviter les gouvernements à présenter par écrit, avant la fin de sa cinquante-troisième session, leurs commentaires et observations sur ce qui pourrait être fait concernant le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité. Elle prierait également les gouvernements de soumettre par écrit, le 1er janvier 1998 au plus tard, leurs commentaires et observations concernant le projet d'articles sur la responsabilité des États proposé par la Commission du droit international. L'Assemblée encouragerait les gouvernements qui souhaitent le faire à communiquer par écrit leurs commentaires et observations concernant le rapport du Groupe de travail sur la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international afin que la Commission du droit international puisse, à la lumière du rapport du Groupe de travail et des commentaires et observations des gouvernements, décider comment poursuivre ses travaux sur le sujet. L'Assemblée inviterait les États et les organisations internationales à répondre sans tarder au questionnaire concernant les réserves aux traités. En outre, les gouvernements seraient invités à soumettre des commentaires sur les problèmes d'ordre pratique que pose la succession d'États du point de vue de la nationalité des personnes morales. L'Assemblée générale encouragerait enfin la Commission du droit international à prendre, concernant ses affaires internes, des décisions qui pourraient contribuer à son efficacité et à sa productivité.

Je voudrais appeler votre attention sur le paragraphe 16 du projet de résolution, aux termes duquel l'Assemblée demanderait aux États qui sont en mesure de le faire de verser d'urgence les contributions volontaires indispensables à la tenue des séminaires organisés parallèlement aux sessions de la Commission du droit international.

La Sixième Commission a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix et j'espère que l'Assemblée sera en mesure de faire de même.

Je passe maintenant au point 147 de l'ordre du jour intitulé «Création d'une cour criminelle internationale». Le

rapport correspondant de la Sixième Commission porte la cote A/51/627. Le projet de résolution dont la Sixième Commission recommande l'adoption par l'Assemblée générale est reproduit au paragraphe 10 de ce document.

Aux termes du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée, entre autres dispositions, prendrait note du rapport du Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale, remercierait le Comité préparatoire du travail utile qu'il a effectué et des progrès qu'il a réalisés dans l'accomplissement de son mandat, déciderait de réaffirmer le mandat du Comité préparatoire et donnerait à celui-ci pour instruction de procéder comme il est indiqué au paragraphe 368 de son rapport. L'Assemblée déciderait également que le Comité préparatoire siégerait du 11 au 21 février, du 4 au 15 août et du 1er au 12 décembre 1997, ainsi que du 16 mars au 3 avril 1998, pour achever la rédaction d'un texte de synthèse susceptible d'emporter une large adhésion qui serait présenté à la conférence diplomatique, et prierait le Secrétaire général de fournir au Comité préparatoire les moyens nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

L'Assemblée déciderait, en outre, qu'une conférence diplomatique de plénipotentiaires se tiendrait en 1998 en vue d'achever et d'adopter une convention portant création de la cour criminelle internationale. L'Assemblée demanderait instamment que le plus grand nombre d'États participent aux travaux du Comité préparatoire de façon que la cour criminelle internationale bénéficie plus facilement d'un soutien universel.

Je voudrais attirer l'attention des membres sur le paragraphe 7 du projet de résolution proposé, aux termes duquel l'Assemblée prierait le Secrétaire général de créer un fonds d'affectation spéciale pour permettre aux pays les moins avancés de participer aux travaux du Comité préparatoire et à la conférence diplomatique de plénipotentiaires, et lancerait un appel aux États pour qu'ils y versent des contributions volontaires.

La Sixième Commission a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix. J'espère que l'Assemblée pourra faire de même.

Le rapport de la Sixième Commission consacré au point 148 de l'ordre du jour, intitulé «Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-neuvième session», porte la cote A/51/628. Les deux projets de résolution dont la Sixième Commission recommande l'adoption par l'As-

semblée générale sont reproduits au paragraphe 10 du rapport.

Aux termes du dispositif du projet de résolution I, l'Assemblée générale, entre autres dispositions, prendrait note avec satisfaction du rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) sur les travaux de sa vingt-neuvième session, noterait avec satisfaction que la CNUDCI a terminé et adopté la Loi type sur le commerce électronique, féliciterait la CNUDCI d'avoir achevé l'Aide-mémoire sur l'organisation des procédures arbitrales, constaterait avec satisfaction les progrès réalisés par la CNUDCI dans ses travaux sur le financement par cession de créances et les aspects transnationaux de l'insolvabilité, et se féliciterait de la décision de la CNUDCI de prier son secrétariat de commencer à préparer un guide juridique sur les projets de type construction-exploitation-transfert.

L'Assemblée réaffirmerait l'importance, en particulier pour les pays en développement, de l'oeuvre que la CNUDCI accomplit en matière de formation et d'assistance technique dans le domaine du droit commercial international, et affirmerait qu'il est souhaitable que celle-ci s'efforce de parrainer un plus grand nombre de séminaires et de colloques afin de fournir cette formation et cette assistance technique; elle inviterait instamment les gouvernements, les organes, organismes et institutions des Nations Unies compétents et les particuliers à verser des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale pour l'octroi d'une aide au titre des frais de voyage aux pays en développement qui sont membres de la Commission et déciderait d'inscrire ce Fonds d'affectation spéciale, ainsi que le Fonds d'affectation spéciale pour les colloques, sur la liste des fonds et programmes dont s'occupe la Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement. L'Assemblée déciderait également de continuer à examiner, dans le cadre de la Grande Commission compétente au cours de la cinquante et unième session, l'octroi d'une aide au titre des frais de voyage aux pays les moins avancés qui sont membres de la CNUDCI.

Enfin, l'Assemblée générale soulignerait qu'il importe, pour l'unification et l'harmonisation au niveau mondial du droit commercial international, de donner effet aux conventions issues des travaux de la CNUDCI et, à cette fin, inviterait instamment les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de signer et de ratifier ces conventions ou d'y adhérer.

Aux termes du dispositif du projet de résolution II, intitulé «Loi type sur le commerce électronique adoptée par la Commission des Nations Unies pour le droit commercial

international», l'Assemblée générale, après avoir remercié la CNUDCI d'avoir achevé d'élaborer et d'avoir adopté la Loi type sur le commerce électronique, recommanderait que tous les États prennent dûment en considération la Loi type lorsqu'ils promulgueraient des lois ou réviseraient leur législation et qu'aucun effort ne soit épargné pour faire en sorte que la Loi type soit largement diffusée et accessible à tous.

La Sixième Commission a adopté les deux projets de résolution concernant le point 148 de l'ordre du jour sans les mettre aux voix. J'espère que l'Assemblée pourra faire de même.

J'attire à présent l'attention de l'Assemblée sur le rapport de la Sixième Commission publié sous la cote A/51/629, qui est présenté au titre du point 149 de l'ordre du jour, intitulé «Rapport du Comité des relations avec le pays hôte». Le projet de résolution dont la Sixième Commission recommande l'adoption par l'Assemblée générale est reproduit au paragraphe 8 du rapport.

Aux termes du dispositif du projet de résolution, l'Assemblée générale, entre autres dispositions, ferait siennes les recommandations et conclusions du Comité des relations avec le pays hôte, prierait le pays hôte de continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter toute entrave au fonctionnement des missions, et exprimerait l'espoir que les problèmes évoqués lors des réunions du Comité continueront d'être réglés dans un esprit de coopération et conformément au droit international. Elle prendrait note avec satisfaction des efforts déployés par le Comité, qui ont contribué à réduire le montant des dettes contractées par le personnel diplomatique, soulignerait que ces dettes continuent d'être une source de grave préoccupation pour l'Organisation, et se féliciterait des efforts que fait le Comité pour sélectionner des programmes de soins de santé abordables à l'intention de la communauté diplomatique.

De plus, l'Assemblée prendrait note avec satisfaction des mesures que le pays hôte a prises à l'aéroport international John Fitzgerald Kennedy pour aménager des accès spéciaux à l'intention des membres de la communauté des Nations Unies et le prierait instamment de continuer à prendre des dispositions appropriées pour en garantir l'application.

La Sixième Commission a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix. J'espère que l'Assemblée fera de même.

Je passe maintenant au document A/51/630, c'est-à-dire au rapport de la Sixième Commission sur le point 150

de l'ordre du jour, intitulé «Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation». Les deux projets de résolution dont la Sixième Commission recommande l'adoption par l'Assemblée générale sont reproduits au paragraphe 14 du rapport.

Aux termes du dispositif du projet de résolution I, intitulé «Application des dispositions de la Charte des Nations Unies relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions», l'Assemblée générale, entre autres dispositions, soulignerait combien il importe que, conformément à l'Article 50 de la Charte, des consultations s'ouvrent le plus tôt possible avec les États tiers qui rencontrent des difficultés économiques particulières en raison de l'application de sanctions, et inviterait le Conseil de sécurité à envisager de mettre en place de nouveaux mécanismes ou procédures pour la tenue de telles consultations.

L'Assemblée prierait le Secrétaire général de veiller à ce que les services compétents du Secrétariat aient à leur disposition les moyens et les procédures voulus pour mieux informer le Conseil de sécurité et lui faire part rapidement de leur évaluation concernant les effets que les sanctions ont, ou pourraient avoir, sur les États qui invoquent l'Article 50 de la Charte, et pour permettre au Secrétaire général de continuer à mettre au point une méthodologie afin d'évaluer les conséquences néfastes effectivement entraînées pour des États tiers par l'application de sanctions.

L'Assemblée inviterait les organismes des Nations Unies, les institutions financières internationales, les autres organisations internationales, les organisations régionales et les États Membres à continuer de s'attaquer de façon plus spécifique et plus directe aux difficultés économiques particulières que rencontrent les États tiers touchés par l'application de sanctions imposées en vertu du Chapitre VII de la Charte. Elle prierait le Comité spécial de la Charte de continuer à examiner, à titre prioritaire, cette question et demanderait au Secrétaire général de lui présenter, à sa cinquante-deuxième session, un rapport sur l'application de la résolution proposée.

Le second projet de résolution proposé au titre du point 150 de l'ordre du jour est intitulé «Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation». Aux termes de son dispositif, l'Assemblée générale, entre autres dispositions, déciderait que le Comité spécial tiendrait sa prochaine session du 27 janvier au 7 février 1997. Elle le prierait d'examiner toutes les propositions concernant la question du maintien de la paix et de la sécurité internationales sous tous ses aspects afin de raffermir le rôle de l'Organisation

des Nations Unies; de continuer à examiner, à titre prioritaire, la question de l'application des dispositions de la Charte relatives à l'assistance aux États tiers touchés par l'application de sanctions au titre du Chapitre VII de la Charte; de poursuivre ses travaux sur la question du règlement pacifique des différends entre États et de poursuivre son examen des propositions concernant le Conseil de tutelle.

L'Assemblée prierait également le Secrétaire général de procéder rapidement à l'établissement et à la publication des suppléments au *Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité* et au *Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies*, et de lui présenter un rapport de situation sur la question avant sa cinquante-deuxième session. L'Assemblée inviterait le Comité spécial à continuer, lors de sa session de 1997, à répertorier les nouvelles questions qu'il pourrait examiner lors de ses travaux futurs en vue de contribuer à la revitalisation des travaux de l'Organisation des Nations Unies, et à examiner comment venir en aide aux groupes de travail établis par l'Assemblée générale dans ce domaine, et, dans cet esprit, à étudier les moyens de mieux se coordonner avec les groupes de travail qui s'occupent de la réforme de l'Organisation, notamment pour ce qui est du rôle que peut jouer son président à cet égard.

La Sixième Commission a adopté les deux projets de résolution déposés au titre de ce point de l'ordre du jour sans procéder à un vote. J'espère que l'Assemblée les adoptera également sans les mettre aux voix.

Le point 151 de l'ordre du jour, intitulé «Mesures visant à éliminer le terrorisme international», dans le rapport correspondant de la Sixième Commission, porte la cote A/51/631. Le projet de résolution dont la Sixième Commission recommande l'adoption par l'Assemblée générale figure au paragraphe 11 du rapport.

Dans la section I du projet de résolution, l'Assemblée générale condamnerait énergiquement tous les aspects et toutes les méthodes et pratiques de terrorisme; réitérerait que les actes criminels qui, à des fins politiques, sont conçus ou calculés pour provoquer la terreur dans le public, un groupe de personnes ou chez des particuliers sont injustifiables en toutes circonstances et quels que soient les motifs et demanderait à tous les États d'adopter de nouvelles mesures en vue de prévenir le terrorisme et de renforcer la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme.

L'Assemblée générale demanderait aussi à tous les États en vue de mieux assurer l'application effective des instruments juridiques pertinents, d'intensifier, selon qu'il conviendra, l'échange d'informations sur les faits liés au terrorisme et, ce faisant, d'éviter la diffusion d'informations inexactes ou non vérifiées et demanderait à nouveau à tous les États de s'abstenir de former des terroristes ou de financer ou d'encourager des activités terroristes ou d'apporter un quelconque autre soutien à de telles activités. L'Assemblée engagerait également tous les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager, à titre prioritaire, de devenir parties aux conventions existantes pour l'élimination du terrorisme international.

Dans la section II du projet de résolution, l'Assemblée générale réaffirmerait la Déclaration sur les mesures visant à éliminer le terrorisme international annexée à sa résolution 49/60 et approuverait la Déclaration complétant la Déclaration de 1994, dont le texte serait annexé à la résolution proposée.

Dans la section III du projet de résolution, l'Assemblée créerait un comité spécial, qui serait chargé d'élaborer une convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, puis une convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire, afin de compléter les instruments internationaux existants en la matière. Le Comité spécial examinerait ensuite ce qu'il convient de faire pour compléter le cadre juridique offert par les conventions relatives au terrorisme international de façon que tous les aspects de la question soient couverts.

L'Assemblée déciderait que le Comité spécial se réunirait du 24 février au 7 mars 1997 en vue d'élaborer le texte d'un projet de convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, et recommanderait que les travaux soient poursuivis pendant sa cinquante-deuxième session, du 22 septembre au 3 octobre 1997, dans le cadre d'un groupe de travail de la Sixième Commission, et recommanderait que le Comité spécial se réunisse à nouveau, en 1998, pour poursuivre ses travaux.

La Sixième Commission a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix, et j'espère que l'Assemblée sera en mesure de faire de même.

Enfin, j'appelle l'attention de l'Assemblée sur le rapport de la Sixième Commission paru sous la cote A/51/632, qui est présenté au titre du point 152 de l'ordre du jour, intitulé «Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international». Le projet de décision dont la

Sixième Commission recommande l'adoption par l'Assemblée générale est reproduit au paragraphe 6 du rapport. Aux termes de ce projet de décision, l'Assemblée générale déciderait de reprendre l'examen des aspects juridiques des relations économiques internationales à sa cinquante-cinquième session et d'inscrire cette question à l'ordre du jour provisoire de ladite session. La Sixième Commission a adopté le projet de décision sans le mettre aux voix, et j'espère que l'Assemblée fera de même.

Avant de conclure, j'aimerais aussi appeler votre attention sur deux questions additionnelles. D'abord, le point 120 de l'ordre du jour, intitulé «Gestion des ressources humaines», que l'Assemblée générale a renvoyé à la Cinquième Commission, étant entendu que la Sixième Commission examinerait les incidences juridiques des propositions avancées par le Secrétaire général dans ses rapports sur la réforme du système interne d'administration de la justice au Secrétariat. Comme suite à la demande de l'Assemblée, la Sixième Commission a examiné cette question au début de sa session, à ses 7e et 9e séances, le 30 septembre et le 1er octobre 1996. Son président a, par la suite, adressé au Président de l'Assemblée générale une lettre datée du 12 novembre 1996, à laquelle était jointe une communication de la Sixième Commission concernant les incidences juridiques de la réforme du système interne d'administration de la justice au Secrétariat. Le texte de cette lettre et de cette communication est paru sous la cote A/C.6/51/7.

Je voudrais aussi attirer l'attention sur le point 114 de l'ordre du jour relatif à la planification des programmes. Par une lettre datée du 26 septembre 1996, adressée au Président de la Sixième Commission, le Président de la Cinquième Commission demandait que lui soient communiquées les vues de la Sixième Commission sur le programme 4 (Affaires juridiques) du projet de plan à moyen terme pour la période 1998-2001. Ayant appelé l'attention de la Sixième Commission et de ses groupes régionaux sur cette question, le Président de la Sixième Commission, par une lettre datée du 12 novembre 1996, adressée au Président de l'Assemblée générale, a transmis à la Cinquième Commission les vues qui lui avaient été communiquées. Ladite lettre ainsi que les vues auxquelles je viens de me référer ont paru sous la cote A/C.6/51/8 et Additif 1.

Je viens ici d'achever la présentation des rapports sur les points de l'ordre du jour de la Sixième Commission. Je voudrais à présent remercier très sincèrement la Sixième Commission de l'honneur qu'elle a fait à mon pays, le Cameroun, au Groupe africain qui a endossé ma candi-

dature et à moi-même, en m'élisant rapporteur de la Commission.

Je voudrais également vous remercier, vous, Monsieur le Président, ainsi que les autres membres du Bureau de la cinquante et unième session, pour l'aide que vous avez apportée à la Sixième Commission tout au long de la présente session. Mes remerciements vont aussi au Président de la Sixième Commission, S. E. M. Ramón Escovar-Salom, aux deux Vice-Présidents, Mme Felicity Jane Wong et M. Dumitru Mazilu ainsi qu'aux Présidents des groupes de travail et aux coordonnateurs des projets de résolution dont les efforts inlassables ont facilité considérablement nos travaux. Je ne saurais oublier M. Roy Lee, secrétaire de la Sixième Commission, et toute son équipe pour leur contribution à l'élaboration de ces rapports.

Enfin, je souhaite exprimer ma reconnaissance à tous mes amis qui n'ont cessé de me prodiguer conseils et encouragements.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : En l'absence de proposition au titre de l'article 66 du règlement intérieur, je considérerai que l'Assemblée générale décide de ne pas examiner les rapports de la Sixième Commission dont elle est saisie aujourd'hui.

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Les déclarations seront donc limitées aux explications de vote.

Les positions des délégations concernant les recommandations de la Sixième Commission ont été clairement exposées en Commission et sont consignées dans les documents officiels pertinents.

Je rappelle aux représentants qu'aux termes du paragraphe 7 de la décision 34/401, l'Assemblée a convenu que

«Lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en commission.»

Je rappelle également aux délégations que, toujours en conformité avec la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

Avant de commencer à nous prononcer sur les recommandations figurant dans les rapports de la Sixième Commission, j'informe les représentants que nous allons procéder de la même manière qu'en Sixième Commission, à moins que le Secrétariat n'ait été notifié d'une procédure différente par des délégations.

J'espère également que nous pourrions adopter sans vote les recommandations que la Sixième Commission a adoptées sans les mettre aux voix.

Point 142 de l'ordre du jour

État des protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés

Rapport de la Sixième Commission (A/51/622)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Sixième Commission au paragraphe 8 de son rapport.

Le projet de résolution a été adopté par la Sixième Commission sans vote.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 51/155).

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite clore l'examen du point 142 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 143 de l'ordre du jour

Examen de mesures efficaces visant à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires

Rapport de la Sixième Commission (A/51/623)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Sixième Commission au paragraphe 8 de son rapport.

Le projet de résolution a été adopté par la Sixième Commission sans vote.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 51/156).

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite clore l'examen du point 143 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 145 de l'ordre du jour

Décennie des Nations Unies pour le droit international

Rapport de la Sixième Commission (A/51/625)

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur les trois projets de résolution recommandés par la Sixième Commission au paragraphe 15 de son rapport.

Le projet de résolution I, «Décennie des Nations Unies pour le droit international», a été adopté par la Sixième Commission sans vote.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même?

Le projet de résolution I est adopté (résolution 51/157).

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution II, intitulé «Base de données relative aux traités», a été adopté par la Sixième Commission sans vote.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même?

Le projet de résolution II est adopté (résolution 51/158).

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution III, intitulé «Programme d'action de 1999 consacré au centenaire de la première Conférence internationale de la paix et à la clôture de la Décennie des Nations Unies pour le droit international», a été adopté par la Sixième Commission sans vote.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même?

Le projet de résolution III est adopté (résolution 51/159).

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite clore l'examen du point 145 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

M. Mabilangan (Philippines), Vice-Président, assume la présidence.

Point 146 de l'ordre du jour

Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa quarante-huitième session

Rapport de la Sixième Commission (A/51/626)

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Sixième Commission au paragraphe 8 de son rapport.

Le projet de résolution a été adopté par la Sixième Commission sans vote.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 51/160).

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite clore l'examen du point 146 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 148 de l'ordre du jour

Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-neuvième session

Rapport de la Sixième Commission (A/51/628)

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur les deux projets de résolution recommandés par la Sixième Commission au paragraphe 10 de son rapport.

Le projet de résolution I, intitulé «Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa vingt-neuvième session», a été adopté par la Sixième Commission sans vote.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même?

Le projet de résolution I est adopté (résolution 51/161).

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution II, intitulé «Loi type sur le commerce électronique adoptée par la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international», a été adopté par la Sixième Commission sans vote.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même?

Le projet de résolution II est adopté (résolution 51/162).

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite clore l'examen du point 148 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 149 de l'ordre du jour

Rapport du Comité des relations avec le pays hôte

Rapport de la Sixième Commission (A/51/629)

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Sixième Commission au paragraphe 8 de son rapport.

Le projet de résolution a été adopté par la Sixième Commission sans vote.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 51/163).

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite clore l'examen du point 149 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 152 de l'ordre du jour

Développement progressif des principes et normes du droit international relatifs au nouvel ordre économique international

Rapport de la Sixième Commission (A/51/632)

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Sixième Commission au paragraphe 6 de son rapport.

La Sixième Commission a adopté le projet de décision sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de décision est adopté.

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 152 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 56 de l'ordre du jour

La situation en Bosnie-Herzégovine

Projet de résolution (A/51/L.62)

M. Hoey (Irlande) (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne. Les pays associés suivants s'associent à cette déclaration : Bulgarie, Chypre, République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, Slovaquie et Slovénie. L'Islande et la Norvège se sont également associées à cette déclaration.

Au cours des deux années qui se sont écoulées depuis le dernier examen de ce point par l'Assemblée générale, la

situation en Bosnie-Herzégovine a considérablement changé. La guerre a pris fin, des élections ont eu lieu, des institutions communes sont en cours de création et, avec le retour de la paix, le processus de reconstruction et de réconciliation peut commencer. La première année de mise en oeuvre de l'Accord de paix pour la Bosnie-Herzégovine arrive à son terme, et nous sommes maintenant engagés dans la phase de consolidation du processus de paix dans l'ex-Yougoslavie.

Le mois dernier à Paris et, il y a deux semaines à la Conférence de mise en oeuvre de la paix de Londres, des décisions faisant suite aux résultats obtenus ces deux derniers mois ont été prises, en vue de consolider la paix, d'encourager la réconciliation et le relèvement économique, politique et social afin de rétablir la santé économique et la prospérité en Bosnie-Herzégovine et de lui permettre d'occuper la place qui lui revient légitimement dans la région et en Europe. Ces objectifs importants nécessiteront une adhésion sans réserve de la part des dirigeants de la Bosnie-Herzégovine et, dans l'avenir immédiat, l'appui de toute la communauté internationale. Cet appui ne pourra lui être accordé que si les autorités à tous les niveaux en Bosnie-Herzégovine s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour oeuvrer au fonctionnement d'un État pluriethnique doté d'institutions jouissant du soutien et de la confiance de tous ses citoyens.

Tout en espérant un avenir plus radieux et plus prometteur pour la Bosnie-Herzégovine, l'Union européenne tient à rendre hommage à tous les hommes et les femmes de la communauté internationale qui, par leur concours déterminant, ont contribué à ouvrir cette nouvelle perspective. Nous manifestons notre gratitude pour le travail dévoué du Haut Représentant et de son équipe, de la Force multinationale de mise en oeuvre de la paix (IFOR) et du Groupe international de police des Nations Unies. La tenue d'élections, le 14 septembre, et leur déroulement dans l'ensemble pacifique et digne représentent des étapes importantes dans le processus de paix. Nous rendons hommage au rôle joué par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) dans la supervision du processus électoral. Nous nous félicitons également de l'accord conclu entre les parties pour que les activités relevant du mandat électoral de la mission de l'OSCE soient prorogées afin de contrôler les préparatifs et le déroulement des élections municipales prévues pour l'année prochaine.

L'Union européenne se félicite également de l'adoption la semaine dernière, le 12 décembre, par le Conseil de sécurité, de la résolution 1088 (1996) autorisant la création

d'une Force multinationale de stabilisation en tant que successeur juridique de l'IFOR.

L'Union européenne souhaite rappeler les nombreux civils qui sont morts, victimes innocentes d'une violence brutale et terrible, et les blessés, dont un trop grand nombre connaîtront de grandes souffrances pendant le reste de leur vie. Nous nous rappelons également le personnel en service qui a perdu la vie en participant aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Le meilleur service que nous puissions rendre aux victimes de la guerre, c'est de nous attaquer à ses causes pour que l'horreur de la violence ne se reproduise plus jamais. Tel doit être à présent l'objectif du nouveau Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine, avec le soutien de la communauté internationale.

L'Union européenne et bon nombre des États qui se sont associés à cette déclaration contribuent activement et sans réserve à la mise en oeuvre tant militaire que civile de l'Accord de paix en Bosnie-Herzégovine. Nous réaffirmons notre volonté de contribuer, par tous les moyens dont nous disposons, à la consolidation de la paix et d'une stabilité auto-entretenu dans la région. Ceci a été clairement exprimé dans la Déclaration adoptée le 14 décembre par les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne lors du Conseil européen de Dublin.

L'Union européenne peut apporter une contribution particulière au processus de stabilisation et de renouveau économique en développant des relations avec tous les pays de la région dans un cadre propice à la démocratie, à la primauté du droit, à des normes plus élevées en matière de droits de l'homme et de minorités, au passage à l'économie de marché et à une plus grande coopération entre ces pays.

Néanmoins, un principe fondamental de notre approche est que l'Accord de paix signé à Paris en décembre de l'année dernière demeure valide et opérationnel. Ceci s'applique également à l'Accord fondamental sur la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental et aux Accords de Washington sur la Fédération bosniaque. Il est également important que les parties en Bosnie-Herzégovine, en République de Croatie et en République fédérative de Yougoslavie soient pleinement conscientes que les résultats qu'elles obtiendront auront une influence directe sur les relations qu'elles entretiennent avec la communauté internationale.

L'Union européenne demande à toutes les parties de coopérer pour garantir la pleine application de la Constitution de Bosnie-Herzégovine et faire en sorte notamment que

les structures gouvernementales à tous les niveaux soient pleinement opérationnelles afin que la responsabilité de leur fonctionnement puisse être transférée par les agences internationales qui s'en occupaient jusqu'ici. La mise en place en Bosnie-Herzégovine d'une économie de marché fondée sur le respect des principes d'une économie libérale et du libre-échange permettra au pays de réduire sa dépendance à l'égard de l'aide internationale et contribuera à stimuler l'environnement économique.

Nous nous réjouissons des progrès réalisés dans l'instauration d'une liberté de circulation entre les entités depuis la signature de l'Accord de paix. Il reste cependant encore beaucoup à faire. Des incidents provoqués par des actes d'intimidation et des brimades continuent d'accroître le sentiment d'insécurité et de méfiance chez bien des gens. Si des mesures urgentes ne sont pas prises pour réduire les situations conflictuelles entre groupes ethniques — qui sont souvent violents et entraînent parfois la mort d'innocents — il sera impossible de réaliser les progrès nécessaires pour faciliter le retour librement consenti et en toute sécurité des réfugiés et des personnes déplacées. De même, ceci ne pourra que contribuer à exacerber le sentiment d'aliénation qu'éprouvent de nombreux réfugiés et personnes déplacées, renforçant ainsi les divisions ethniques aggravées par quatre années de guerre.

Le rapatriement librement consenti et la réintégration des réfugiés et des personnes déplacées dans des conditions de sécurité et de dignité demeurent une disposition fondamentale de l'Accord de paix. À cet égard, nous demandons à toutes les parties de coopérer sans réserve avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Outre la grave pénurie de logements et l'effort de reconstruction qui s'impose en conséquence, un certain nombre d'obstacles politiques demeure, notamment les violations du droit de propriété. Si des mesures immédiates ne sont pas prises par les parties concernées, par exemple, en supprimant les obstacles administratifs et juridiques, l'une des dispositions les plus importantes de l'Accord de paix restera lettre morte, avec des conséquences politiques et économiques graves pour l'avenir de la Bosnie-Herzégovine. L'Union européenne a souligné à plusieurs reprises que sans une augmentation significative du nombre de personnes regagnant leurs lieux d'origine, la tendance inacceptable à l'institutionnalisation de la séparation ethnique peut devenir permanente.

L'Union européenne estime que le strict respect des droits de l'homme et des minorités est une priorité essentielle pour les deux années à venir, et demande à toutes les parties de coopérer avec les organismes chargés de sur-

veiller le respect des droits de l'homme. Faute de quoi, les droits de l'homme fondamentaux et les libertés essentielles de la population de la Bosnie-Herzégovine, notamment les droits des personnes appartenant à des minorités, seront déniés, portant préjudice à long terme à l'objectif d'un État multiethnique.

L'Union européenne réaffirme son appui énergique aux travaux du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie. Elle réaffirme l'importance qu'elle attache à une coopération nettement améliorée de toutes les parties avec le Tribunal dans les efforts qu'il déploie pour traduire en justice les criminels de guerre. Les parties doivent honorer les engagements qu'elles ont pris de poursuivre les responsables de ces crimes et de livrer aux autorités les suspects mis en accusation.

Tout en se félicitant des mesures positives prises en 1996 en vue de normaliser les relations entre les ex-républiques yougoslaves — y compris, tout récemment, dans le cas de la Bosnie-Herzégovine et de la République fédérative de Yougoslavie —, l'Union européenne continue d'attacher une importance considérable à la résolution des problèmes en suspens liés aux biens de l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie. À cet égard, l'Union européenne appuie pleinement la poursuite des activités du groupe de travail sur les questions de succession et souhaite que les cinq États successeurs coopèrent pleinement aux efforts déployés pour résoudre ces questions.

L'Union européenne espère que les deux années à venir seront une période de consolidation de la paix, de la démocratie et de la société civile en Bosnie-Herzégovine. Elle a déjà confirmé sa volonté de contribuer à cet objectif et au renouveau économique de la région en développant des relations contractuelles avec les pays de l'ex-Yougoslavie, sans perdre de vue les principes fondamentaux qui régissent ces relations.

M. Chowdhury (Bangladesh) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation est heureuse de la possibilité qui lui est offerte de participer au débat sur le point de l'ordre du jour intitulé «La situation en Bosnie-Herzégovine». Ce débat permet à l'Assemblée générale d'évaluer les progrès accomplis jusqu'ici dans la mise en oeuvre de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine. Il permet également d'envoyer un message approprié indiquant que la communauté internationale est toujours attachée à encourager des changements constructifs en Bosnie-Herzégovine.

Bien que l'Accord de paix de Dayton ait jeté des bases constructives en vue de la cessation des hostilités armées et de la création d'un climat favorable à la formation d'une structure d'État stable et durable en Bosnie-Herzégovine, beaucoup reste à faire pour concrétiser les vœux pieux de la communauté internationale. Il est réjouissant de noter que, conformément aux dispositions de l'Accord de paix, des élections nationales se sont tenues en septembre dernier. Ceci a certainement été un pas bienvenu dans la bonne direction. Il est vrai que les conditions qui ont précédé les élections n'ont pas toujours répondu aux attentes. Néanmoins, la détermination du peuple bosniaque de vaincre les forces perturbatrices a prévalu et les élections ont finalement eu des résultats acceptables.

Nous rendons hommage à la détermination, à la sincérité et aux efforts inlassables déployés par la population de Bosnie-Herzégovine pour atteindre cet objectif. Le ferme appui de la communauté internationale a également joué un rôle décisif en faisant de cet événement un succès. Nous sommes encouragés par les efforts louables que le Gouvernement bosniaque déploie pour trouver un terrain d'entente sur lequel toutes les parties peuvent coopérer à la création d'institutions communes et à la construction d'un avenir commun grâce à la mise en oeuvre intégrale des éléments de l'Accord de paix.

Néanmoins, la situation en Bosnie-Herzégovine est loin d'être parfaite. En dépit d'efforts répétés, les divergences quant à la manière dont la nature, la composition et les attributions des institutions nationales sont perçues n'ont pas encore été surmontées. Les allégeances ethniques solides définissent les contours de chaque communauté, tout en compromettant la pérennité de la structure de l'État. Des situations sont délibérément créées pour décourager le retour des réfugiés et des personnes déplacées dans leur foyer et leur ville. Des comptes rendus récents faisant état de la destruction de maisons dans certains territoires occupés par les Serbes témoignent manifestement d'une évolution négative. On a dit que cet état de choses est le résultat d'une action orchestrée visant à effrayer les réfugiés et les personnes déplacées pour leur faire quitter leur maison. Il ne faut pas oublier qu'aucune solution politique ne peut être durable en Bosnie-Herzégovine si les gens ne sont pas autorisés à réintégrer leur communauté et à exercer leur droit de déterminer l'avenir de la Bosnie-Herzégovine. La confiance ne peut être rétablie que par des contacts et des échanges féconds entre les peuples de la Fédération.

Traduire rapidement en justice les criminels de guerre constitue un autre test décisif pour le rétablissement de la normalité en Bosnie-Herzégovine. Nous sommes en effet

déçus par la lenteur de la mise en jugement des criminels déjà mis en accusation. Ce qui est plus troublant, c'est le fait que certains des criminels bien connus jouissent d'une protection politique et bénéficient de l'appui de certaines parties impliquées dans le conflit bosniaque.

Le récent rapport annuel du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 a clairement mis en évidence à quel point les travaux du Tribunal sont retardés par le manque de coopération de certaines des parties. Nous exigeons que toutes les parties honorent leur engagement à cet égard. Il ne faut pas oublier que le succès du Tribunal dans l'accomplissement de sa tâche n'est pas seulement une priorité juridique; elle définira, dans une large mesure, l'attitude future de la communauté internationale pour ce qui est de faire face aux violations des droits de l'homme et du droit humanitaire.

Le succès de ce processus déterminera également le cours des événements à venir en Bosnie-Herzégovine et ailleurs dans le monde. Il nous incombe donc à tous d'apporter au Tribunal notre appui sans réserve, y compris financier et moral, dans l'accomplissement de la mission qui lui a été confiée. Le Bangladesh est prêt non seulement à apporter une assistance juridique pour le jugement des criminels de guerre, mais également à fournir des services juridiques au Gouvernement bosniaque sur les questions relatives à la succession étatique.

Bien que l'on assiste à une accalmie dans les hostilités armées sur le terrain, les progrès sont restés limités dans d'autres aspects militaires, notamment dans celui de la réduction des armements dans la région. Nous estimons que le respect scrupuleux de toutes les dispositions de l'Accord pour la limitation des armements au niveau sous-régional pourrait être une mesure efficace propre à instaurer la confiance entre toutes les parties impliquées dans le conflit. L'appui apporté par les organisations régionales et la communauté internationale sur le plan de la vérification et de l'application des dispositions de l'Accord serait extrêmement précieux. À cet égard, nous nous félicitons des conclusions de la Conférence de mise en oeuvre de la paix tenue récemment à Londres, au cours de laquelle toutes les parties concernées ont réaffirmé leur attachement à un plan d'action détaillé pour l'application de l'Accord de paix. Nous espérons que ce plan d'action soutiendra utilement la mise en oeuvre des principes du Plan civil de consolidation, tel que convenu à Paris, le mois dernier.

Le Bangladesh est demeuré résolu dans son appui à la juste lutte du peuple de la Bosnie-Herzégovine, devant l'agression la plus brutale perpétrée contre son peuple, son territoire et, surtout, sa dignité. Nous avons fourni tout l'appui militaire que nous pouvions offrir dans le cadre de la Force multinationale de mise en oeuvre de la paix (IFOR). Nous demeurons prêts à apporter notre soutien militaire au Gouvernement bosniaque dans le cadre bilatéral et à contribuer aux efforts internationaux pour mettre en oeuvre les dispositions de l'Accord de paix de Dayton. Nous estimons que la présence d'une Force internationale sera une contribution significative à la stabilisation de la situation et, dans ce contexte, nous nous félicitons de la récente décision de créer une Force multinationale de stabilisation, soumise aux mêmes règles d'engagement que l'IFOR, en tant qu'effort positif dans la bonne direction.

Le Bangladesh a, à maintes reprises, déclaré que sa politique consiste à demeurer résolument attaché à toute démarche visant à renforcer la capacité du Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine de mettre sur pied une structure étatique unifiée et de réaliser les promesses de construction d'une politique multiraciale et démocratique. Tout en réaffirmant notre volonté de contribuer humblement à la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine, nous demandons instamment aux autres pays d'intensifier les mesures collectives visant à appuyer les efforts du Gouvernement bosniaque dans le cadre du processus de reconstruction et de relèvement.

Nous pensons qu'en se prononçant avec force sur le sujet, l'Assemblée pourrait compléter de manière constructive les efforts déployés par le peuple bosniaque pour maintenir l'intégrité territoriale, la continuité juridique et la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine. L'adoption d'une résolution prospective à cet égard serait un pas positif dans ce sens. Le Bangladesh est heureux de se joindre aux autres auteurs du projet de résolution sur cette question. Nous espérons que le projet de résolution sera adopté avec l'appui le plus large possible de l'Assemblée.

M. Mohammad (Brunéi Darussalam) (*interprétation de l'anglais*) : Il y a trois mois, notre Ministre des affaires étrangères, prenant la parole à l'Assemblée générale, nous a rappelé que la tragédie de la Bosnie est un avertissement. En analysant les événements récents avec un optimisme prudent, en particulier en ce qui concerne la mise en oeuvre de l'Accord de paix de Dayton par l'organisation des récentes élections générales, le Brunéi Darussalam continuera d'accorder son ferme appui au nouveau Gouvernement de Bosnie.

Par ailleurs, nous estimons que l'Assemblée devrait reconnaître à quel point les événements des cinq dernières années ont révélé nos carences. À cet égard, je suggère de procéder à un examen individuel de la situation actuelle et d'envisager les mesures qui pourraient contribuer à réduire ou à éliminer ces points faibles. Faute de quoi, les perspectives favorables qui se dessinent actuellement pourraient être compromises.

Cela étant, si beaucoup a été fait pour améliorer la situation générale en Bosnie-Herzégovine depuis la signature de l'Accord de paix de Dayton l'année dernière, notre délégation estime qu'il reste encore beaucoup à faire, en particulier pour soulager les souffrances humaines.

Bien que l'Accord de paix ait apporté la fin tant attendue de la guerre ethnique, qu'il ait permis la cessation des hostilités ouvertes entre les groupes ethniques en Bosnie-Herzégovine et qu'il ait empêché la guerre de se propager dans d'autres régions des Balkans, le Brunéi Darussalam reconnaît qu'il est urgent que l'Accord soit intégralement mis en oeuvre.

En dépit de la tenue récente d'élections générales en Bosnie-Herzégovine, cette mise en oeuvre intégrale n'a pas eu lieu. En fait, il semble parfois qu'il y a eu beaucoup moins de progrès que prévu en ce qui concerne la réduction des tensions entre les trois principales communautés ethniques de la Bosnie. C'est un problème qui pourrait être résolu par une mise en oeuvre intégrale de l'Accord.

Il semble actuellement que les institutions à l'échelon de la nation n'existent que sur le papier et que les réfugiés ne peuvent toujours pas rentrer chez eux. Le plus inquiétant est le fait que la partition soi-disant officielle du pays est devenue de plus en plus officielle. Cette situation mérite une attention urgente, car elle accroît le risque d'un nouveau conflit militaire, notamment lorsque les forces étrangères se seront retirées.

C'est pourquoi, nous demandons aux parties internationales à l'Accord de paix de Dayton d'accepter l'obligation de veiller à ce que des élections municipales libres et régulières aient lieu et que toutes les parties participent aux institutions nationales nouvellement créées, telles que la présidence et les tribunaux. À notre avis, une partie de cette obligation consiste pour les parties à l'Accord à contribuer à l'enquête sur les crimes de guerre et à arrêter ceux qui sont déjà mis en accusation. Nous espérons également qu'elles veilleront à ce que les réfugiés qui rentrent puissent vivre en lieu sûr. Ces deux mesures contribueront grandement à la cause de l'unité nationale.

Je dirais, pour terminer, qu'il existe bien sûr des défis pratiques, dont le plus grand consiste à examiner la question de la reconstruction et, surtout, celle du déminage.

En mettant l'accent sur la multitude de mesures à devoir prendre pour maintenir la dynamique de paix en Bosnie-Herzégovine, ma délégation souhaite exprimer sa reconnaissance à la communauté internationale pour la contribution qu'elle a apportée aux opérations tant militaires que civiles. Nous sommes également heureux de noter que la mission de maintien de la paix s'est déroulée plus facilement qu'on ne le prévoyait il y a un an. Je pense que la présence de ces personnes et de certains groupes a fourni une contribution bienvenue, tant sur le plan politique que sur le terrain.

À cet égard, ma délégation voudrait une fois de plus souligner l'importance qu'il y a à garantir une application intégrale, effective, cohérente et impartiale de l'Accord de paix de Dayton et demander instamment à la communauté internationale, et notamment aux membres du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, d'appuyer toutes les mesures conçues pour ramener la paix et l'unité en Bosnie-Herzégovine.

Dans cet ordre d'idées, nous espérons que les pays et les institutions internationales qui ont apporté leur appui continueront d'accorder une attention soutenue à la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine, et que ceux qui ont pris l'engagement de débloquer des fonds immédiatement afin de garantir la réalisation des projets prioritaires de relèvement et de reconstruction dans les délais requis le feront effectivement.

Parallèlement, la paix et la stabilité à long terme de la région seront grandement améliorées par la création d'une capacité d'autodéfense crédible pour la Fédération. L'appui international à l'équipement et à la formation des forces armées de la Fédération est donc un élément essentiel de l'Accord de paix dans son ensemble.

La situation aujourd'hui est notablement différente de celle qui prévalait il y a un an, tant au niveau de la situation politique que de celle qui règne effectivement sur le terrain. Cependant, cette évolution positive exige encore une présence internationale, tant militaire que civile, ayant éventuellement des attributions différentes de celles en place actuellement. Ceci est vital si nous ne voulons pas voir la situation des quatre dernières années se répéter. Le Brunéi Darussalam espère que cette question fera l'objet d'une attention prioritaire, notamment de la part des pays de la région.

M. Barout Saleem (Émirats arabes unis) (*interprétation de l'arabe*) : S'agissant de l'évolution de la situation en Bosnie-Herzégovine, je m'associe aux délégations qui, ayant analysé la situation, ont appuyé les efforts de la communauté internationale visant à renforcer et à stabiliser la situation dans la République. Il y a deux semaines, par exemple, la Conférence pour la mise en oeuvre de la paix s'est tenue à Londres. Les Émirats arabes unis se sont félicités de la signature, le 21 novembre 1995, de l'Accord de paix de Dayton, auquel toutes les parties de la région ont souscrit. Nous appuyons également les efforts conjoints de la communauté internationale et de l'Organisation de la Conférence islamique.

Toutefois, nous estimons que l'Accord de Dayton doit être soutenu si l'on veut consolider ces résultats. En d'autres termes, la communauté internationale doit engager vivement toutes les parties à créer des institutions communes et à oeuvrer en faveur de la démocratie, de la primauté du droit et du respect des droits des minorités afin de parvenir à la paix et à la prospérité.

La reconstruction des infrastructures et la réalisation de la prospérité économique sont essentielles pour la paix et la stabilité en Bosnie-Herzégovine. En dépit des progrès accomplis par les donateurs pour ce qui est des engagements financiers pris lors de la Conférence ministérielle de Bruxelles, bon nombre de ces contributions n'ont pas encore été versées. En conséquence, le financement des programmes et projets de relèvement accuse un important déficit. Les Émirats arabes unis, qui se sont engagés à apporter leur contribution à la Bosnie-Herzégovine demandent instamment à toutes les parties de respecter leurs engagements financiers pour aider la population de Bosnie-Herzégovine. Nous estimons que l'assistance, qu'elle soit internationale ou bilatérale, ne peut se poursuivre indéfiniment. La coopération des parties concernées et l'adhésion aux Accords de paix de manière objective et impartiale sont indispensables.

Il est important qu'un grand nombre de réfugiés et de personnes déplacées, notamment des musulmans, puissent rentrer chez eux. En fait, leur non-retour est une violation des Accords de Dayton et des autres accords de paix. En conséquence, nous soulignons l'importance du respect par les parties des dispositions relatives au retour sur leur propre territoire des réfugiés dans la dignité et dans des conditions satisfaisantes garanties. Nous devons adopter les mesures nécessaires pour faciliter le retour des gens chez eux. Le déminage doit être effectué et des conditions favorables doivent être garanties pour le retour des réfugiés.

Deux facteurs essentiels sont déterminants pour l'établissement d'une paix durable et globale. Premièrement, les personnes accusées de crimes contre le droit international doivent, pour des raisons humanitaires et juridiques, être traduites devant les tribunaux appropriés. Nous voudrions souligner l'importance pour toutes les parties, notamment les dirigeants Serbes, de coopérer sans réserve avec les organismes internationaux afin de faire comparaître toutes les personnes qui pourraient être coupables de graves violations du droit international devant le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Deuxièmement, des milliers de détenus doivent être libérés.

M. Wisnumurti (Indonésie) (*interprétation de l'anglais*) : Depuis la signature à Dayton, il y a un an, de l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie-Herzégovine, nous avons assisté à une évolution sans précédent. Tout d'abord, cet Accord a mis un terme aux agressions gratuites et aux massacres sans discrimination et a rétabli la paix après quatre années de guerre brutale. Sous le contrôle de la Force de mise en oeuvre établie conformément à l'Accord, un cessez-le-feu est entré en vigueur. Les parties belligérantes sont tenues à distance le long des zones démilitarisées et les armes lourdes sont placées dans des zones désignées.

La démobilisation des troupes est dans une large mesure achevée. Les élections qui ont eu lieu au mois de septembre 1996, avec la participation de 2,4 millions d'électeurs, ont apporté la démocratie dans le pays et se sont traduites par de meilleures perspectives en ce qui concerne la mise en place d'institutions communes multiethniques. Ce sont là à vrai dire des résultats remarquables dans un pays qui a été cruellement divisé par la guerre.

Toutefois, nous ne saurions oublier le fait que la Bosnie-Herzégovine est toujours un pays divisé par des lignes de démarcation ethniques et est loin d'être une nation unifiée composée de deux entités, comme on l'avait envisagé à Dayton. La Conférence de mise en oeuvre de la paix, tenue ce mois-ci à Londres, a pris note avec consternation et déception de l'absence de progrès dans les domaines essentiels de l'Accord de paix. Il est incontestable que les droits des réfugiés et des personnes déplacées ont été foulés aux pieds par les Serbes de Bosnie qui ont appliqué une politique intolérable de brimades, d'intimidation, d'expulsion par la contrainte et même de destruction de logements par le feu. Il est émouvant de constater que plus de 2 millions de personnes ont été contraintes de fuir leur foyer, et que seulement 250 000 d'entre elles sont retournées chez elles. La liberté de circulation est également sévèrement restreinte par des manoeuvres visant à

maintenir le contrôle illicite sur une partie de la population et du territoire du pays.

Par ailleurs, les limitations sur les armements imposées par les Accords de Dayton ne sont pas appliquées. La présidence, le Parlement et le pouvoir judiciaire ne fonctionnent toujours pas et les personnes mises en accusation pour crimes de guerre et autres violations du droit humanitaire international n'ont toujours pas été arrêtées et traduites en justice. Mais ce qui est de très mauvaise augure, c'est la réapparition d'aspirations nationalistes étriquées qui cherchent à saper les perspectives de rétablissement de la Bosnie-Herzégovine en tant qu'État indépendant à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

À cet stade du fragile processus de paix, ma délégation pense par conséquent que la réinstallation des réfugiés dans leur foyer doit être la préoccupation principale et immédiate. Leur droit de réclamer les maisons qu'ils occupaient auparavant dans des zones maintenant contrôlées par les Serbes de Bosnie ne saurait être remis en question si nous voulons contrecarrer les objectifs d'une guerre caractérisée par le «nettoyage ethnique». De plus, en dépit des promesses de Dayton, l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine a abrité des personnes accusées de crimes de guerre, ce qui a remis en question le premier effort fait depuis Nuremberg pour que les auteurs de pareils crimes répondent de leurs actes. Le fait que l'on n'ait pas arrêté les suspects de génocide et de massacres bafoue les normes fondamentales et les principes du droit international. La paix et la justice, de même que la réconciliation et le renouveau, exigent que cette conduite illégale fasse l'objet de mesures appropriées à l'encontre de ceux qui ont manqué à leurs obligations internationales.

Étant donné que le processus de paix est à présent arrivé à un stade de transition décisif, il est essentiel que les nouvelles institutions nationales à savoir la présidence partagée et un corps législatif commun, soient mises en place et commencent à fonctionner sans délai, ce qui permettra de surmonter la division du pays en différentes enclaves, d'affaiblir les forces séparatistes et de rassembler les Bosniaques pour qu'ils puissent reconstruire et relever leur pays. Ainsi, les frontières territoriales établies par la conquête, qui divisent déjà la Bosnie-Herzégovine selon des lignes de démarcation ethniques disparaîtront et l'interdiction de partition officielle décrétée par Dayton entrera en vigueur.

La délégation indonésienne est d'avis qu'une présence militaire permanente est essentielle pour consolider les acquis obtenus jusqu'ici, pour empêcher le réarmement et

maintenir la stabilité. Dans ce contexte, la décision prise par l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) de poursuivre le déploiement de forces militaires multinationales reflétera la détermination de la communauté internationale non seulement de faciliter une paix durable en Bosnie-Herzégovine, mais également d'empêcher la reprise du conflit, avec ses conséquences catastrophiques concomitantes. Ma délégation se félicite de la création de la Force de stabilisation pour remplacer la Force de mise en oeuvre pour une période prévue de 18 mois. La mise en oeuvre de l'accord sur la limitation des armements dans les délais fixés, en coopération avec l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), est une autre condition préalable à la paix et à la sécurité dans la région. Un équilibre militaire doit être maintenu jusqu'à ce qu'une armée bosniaque unifiée soit créée.

La République de Bosnie-Herzégovine a accepté la réalité d'un État, deux entités et trois nations. La communauté internationale doit par conséquent lui prêter son appui total en ce moment décisif et historique, où elle est résolue à appliquer scrupuleusement et intégralement l'Accord-cadre général pour la paix en Bosnie conclu à Dayton.

Dans ce sombre contexte, la Conférence de Londres a accompli des progrès importants en ce qui concerne l'exécution du plan de paix, notamment la préparation de directives relatives à la démocratisation et à la primauté du droit, l'engagement de permettre aux réfugiés de rentrer chez eux et de garantir la liberté de circulation ainsi que la tenue d'élections municipales, l'été prochain. Dans l'intérêt de l'amitié et de la coopération régionales, la Conférence a demandé à la République de Croatie et à la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), signataires de l'Accord de paix, d'établir des relations constructives avec la Bosnie-Herzégovine, y compris des relations diplomatiques. Elle s'est également engagée à aider à la reconstruction économique et sociale du pays à mesure que les dispositions de l'accord de paix seront appliquées dans leur intégralité.

Enfin, le rôle de soutien joué par les Nations Unies doit se poursuivre dans les domaines du déminage, du renforcement du Groupe international de police, de la réinsertion des réfugiés, de l'établissement de la confiance, de la maîtrise des situations potentiellement explosives, du maintien des contacts avec les autorités locales et de la diffusion des informations. Les dirigeants de la Bosnie-Herzégovine ont aujourd'hui une occasion sans précédent de réaliser un pays souverain et uni dans le cadre d'une société multiculturelle, pluriethnique et pluri religieuse, en réaffir-

mant leur attachement aux Accords de paix de Dayton et à la mise en oeuvre intégrale de leurs dispositions.

M. Abulhasan (Koweït) (*interprétation de l'arabe*) : L'Assemblée générale examine aujourd'hui la situation en Bosnie-Herzégovine. Au cours de ces dernières années, nous avons examiné cette question avec un sentiment de tristesse suscité par les actes odieux de «nettoyage ethnique» commis contre le peuple de la Bosnie-Herzégovine. Les récents progrès accomplis ont, toutefois, mis fin à cette lutte sanglante, durant laquelle notre peuple frère a été victime d'une agression brutale et d'un génocide qui ont aujourd'hui fait place à la paix tant souhaitée par les peuples du monde entier.

Le Koweït s'est déjà félicité des Accords de paix de Dayton et de Paris, conclus en 1995. Nous continuons d'appuyer l'application intégrale de toutes les dispositions desdits accords, qui constituent le mécanisme essentiel permettant la réalisation d'une paix juste et durable en Bosnie. Le Koweït s'est également félicité des mesures pacifiques prises par la République de Bosnie-Herzégovine pour mettre un terme à cette tragédie et sauvegarder les droits légitimes de son peuple. Parmi ces mesures figurent les récentes élections organisées en Bosnie, dont les résultats ont montré que le Président de la Bosnie, Alija Izetbegović, jouit de la confiance totale de son peuple. Nous voudrions réaffirmer que le Koweït a déjà apporté un appui constant à l'égard de ce problème, qui soulève plusieurs questions.

Premièrement, il est indispensable d'appliquer intégralement toutes les dispositions des Accords de paix de Dayton et de Paris; ces dispositions doivent être appliquées sous forme d'un tout, et non partiellement.

Deuxièmement, l'accent doit être mis sur l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République de Bosnie-Herzégovine, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues.

Troisièmement, un appui total doit être accordé aux efforts du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991; les États et parties à l'Accord de paix doivent s'acquitter de leur obligation de coopérer pleinement avec le Tribunal, comme l'exige la résolution 827 (1993) du Conseil de sécurité, qui a institué ce Tribunal, et devraient coopérer à l'arrestation et à la remise dès que possible des personnes accusées. Dans ce

contexte, le Koweït accueille avec satisfaction le troisième rapport annuel du Tribunal international sur ses travaux.

Enfin, le Koweït est convaincu que le soutien accordé par la communauté internationale aux Accords de paix pour la Bosnie ne devrait pas se limiter à un appui moral et politique, mais également impliquer une participation effective permettant de contribuer à l'application de toutes les dispositions de ces Accords. Ceci implique un appui financier et technique au Gouvernement bosniaque pour lui permettre de résoudre certains des problèmes importants auxquels il est confronté, tel que celui des réfugiés, pour l'aider à mettre en place des institutions nationales, et lui prêter son concours dans les efforts qu'il déploie pour jeter les bases d'un État fondé sur les principes de la paix, de la démocratie et du respect des droits de l'homme.

Dans ce contexte, le Koweït voudrait réaffirmer son appui sans faille au peuple bosniaque dans les efforts qu'il fait pour reconstruire et réorganiser son État, notamment en fournissant une assistance technique ou politique nécessaire. Parmi les marques les plus importantes de l'intérêt que mon pays porte à la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine, nous mentionnerons l'existence au Koweït d'un fonds et la visite effectuée en Bosnie-Herzégovine du 11 au 16 juillet, par une délégation koweïtienne chargée d'évaluer la situation économique du pays.

Après la guerre ethnique et à la suite de cette visite, le Gouvernement koweïtien a signé en octobre dernier un accord avec le Gouvernement bosniaque, stipulant que le fonds est destiné à fournir une assistance technique en vue d'étudier des projets dans les domaines des soins de santé et de l'eau potable, dont le coût est estimé à 350 000 dinars koweïtiens. Nous fournirons également des experts et avons prévu d'ouvrir un crédit pour la reconstruction économique de la Bosnie-Herzégovine, avec pour objectif le financement de petites et moyennes entreprises : ce financement sera d'environ 20 millions de dollars. De la même façon, le projet de construction de quatre routes pour la ville de Mostar coûtera environ 9 millions de dollars. Les études pour ce projet débiteront au cours du premier semestre de l'année prochaine.

Ma délégation voudrait une fois de plus réaffirmer que le Koweït, qui a fourni à la population bosniaque une aide importante tout au long de ces années difficiles, n'épargnera aucun effort pour continuer de fournir l'appui politique et technique indispensable, afin de consolider les principes de la paix, de la sécurité et de la stabilité, qui sont absolument nécessaires pour préserver la prospérité de tous les peuples de la région.

M. Allagany (Arabie saoudite) (*interprétation de l'arabe*) : Nous examinons aujourd'hui la question de la Bosnie-Herzégovine dans l'espoir que l'Accord de Dayton sera mis en oeuvre et mettra un terme à l'horrible tragédie provoquée par le «nettoyage ethnique» et l'étroitesse d'esprit du racisme. Le Royaume d'Arabie saoudite se réjouit de la victoire électorale du Président Izetbegović, Président de la présidence tripartite, et estime que les résultats des élections autorisent à l'optimisme, étant donné que les forces modérées ont triomphé des extrémistes, faisant de la Bosnie un État multiethnique, au sein duquel Serbes, Musulmans et Croates peuvent coexister en paix. Néanmoins, en dépit de l'existence des conditions nécessaires à la tenue d'élections libres et régulières dans certaines régions de la Bosnie-Herzégovine, notamment dans la Republika Srpska, ces élections ont été entachées d'irrégularités, car les électeurs n'ont pas été en mesure d'exprimer leur opinion.

Nous disons que les élections autorisent à l'optimisme, en dépit des articles qui ne cessent de paraître dans la presse internationale témoignant des actes de défi des Serbes. Le 6 novembre, les Serbes de Bosnie ont démoli 96 maisons appartenant à des familles musulmanes qui avaient reçu l'autorisation de rentrer dans leur village contrôlé par les Serbes. Ainsi, ces deux derniers mois, les Serbes ont démoli 191 maisons de manière préméditée. Il s'agit d'un défi flagrant à l'Accord de paix de Dayton, qui accorde aux civils le droit de rentrer dans leur village et de réintégrer les logements qu'ils possédaient avant la guerre, et ce malgré la présence de quelque 50 000 soldats de la Force de mise en oeuvre (IFOR). Le porte-parole du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à Sarajevo, M. Janowski, a déclaré que l'une des maisons ainsi démolie avait été auparavant reconstruite par le HCR, aux termes d'un accord signé par les autorités de la Republika Srpska. Il a déclaré

«Nous sommes très préoccupés par cette situation qui représente une menace pour notre accord et le retour dans la région des réfugiés et des personnes déplacées.»

Le Président assume la présidence.

Nous pensons que ce type de défi et de pratiques de la part des Serbes de Bosnie représente la plus grave menace pour le caractère global des Accords de Dayton/Paris et la Force de mise en oeuvre (IFOR) depuis que la paix a été réalisée.

C'est à la lecture du troisième rapport annuel du Tribunal international chargé de poursuivre les personnes

présumées coupables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 et à la suite des enquêtes qui ont eu lieu dans toute la Bosnie-Herzégovine, et qui ont apporté la preuve indéniable de l'existence de charniers — notamment à Srebrenica, premier site où des exhumations ont eu lieu et où 155 corps ont été découverts mains et pieds liés — que l'on prend conscience de l'énormité des pertes humaines provoquées par l'intransigeance serbe.

Nous sommes également surpris par le large éventail de crimes détaillés dans le rapport du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, en date du 16 août 1996. Ceux-ci comprennent des crimes commis par l'Armée populaire yougoslave (JNA), en novembre 1991, contre des civils non armés après la chute de Vukovar ainsi que d'autres crimes qui ont lieu en ce moment même dans d'autres villages.

Dans la guerre lancée contre la Bosnie-Herzégovine — qui a vu la mainmise sur des territoires et une agression commise en violation de la Charte des Nations Unies — le peuple de la Bosnie-Herzégovine a tout simplement été victime de la discrimination ethnique et d'une idéologie génocidaire. Cette agression n'est pas simplement sous-tendue par une religion ou par une appartenance ethnique particulière, mais plutôt par une idéologie de la discrimination, de l'arrogance et de la dictature.

Il est stupéfiant de constater que parmi les parties aux négociations qui tentent de régler la question de la Bosnie-Herzégovine et de mettre en oeuvre l'Accord de Dayton, se trouvent des personnes accusées de génocide et d'autres crimes contre l'humanité par le Tribunal de La Haye. À l'époque où les médias internationaux transmettaient des images de charniers de civils tués lors de la campagne de «nettoyage ethnique» et de génocide, actes invariablement attribués à la République Srpska, ces mêmes criminels de guerre accusés d'avoir perpétré des assassinats étaient présents au sein du groupe menant les négociations. Ceci remet en question la crédibilité du processus de négociation et de mise en oeuvre.

La Bosnie-Herzégovine s'efforce de sauver son peuple, de reconstruire son pays, de consolider la démocratie et de préserver les droits de l'homme. Ce que demande cette jeune République, c'est que la communauté internationale empêche les criminels de guerre responsables de ces crimes de se soustraire à la justice. Nous pensons que la mise en oeuvre de l'Accord de Dayton a été confrontée à une succession d'obstacles. Ces obstacles ont été dressés par ceux qui ne souhaitent pas la paix en Bosnie-Herzégovine.

L'Arabie saoudite appuie la paix et la stabilité en République de Bosnie-Herzégovine. Notre position est une position de principe fondée sur notre attachement sans faille à la Charte des Nations Unies, au règlement pacifique des différends internationaux et à la défense de la victime.

Plusieurs mesures peuvent mener à la stabilité et à l'adhésion totale aux résolutions de Dayton. La première est la consolidation de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine et le désaveu énergique de toute tentative visant à diviser la République. Deuxièmement, nous devons venir en aide la Bosnie-Herzégovine pour parachever ses infrastructures, créer son armée nationale, et lui fournir les armes nécessaires pour faire face à toute menace extérieure ou à un nouvel effondrement de la situation, notamment après le retrait de l'IFOR.

Troisièmement, nous devons apporter l'appui nécessaire à la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine après l'agression dévastatrice. La mise en place d'institutions pour consolider la stabilité politique et le développement économique dans ce pays devrait être considérée comme une condition préalable à la paix, sans laquelle les objectifs de l'Accord de Dayton ne sauraient être atteints. Quatrièmement, il faut poursuivre et punir les criminels de guerre. Sinon, parler de protection des droits de l'homme dans le monde serait complètement futile et hypocrite.

La Bosnie-Herzégovine est un État Membre des Nations Unies. La communauté internationale ne peut ignorer la Charte des Nations Unies ni les règles internationales sur lesquelles elle est fondée. Comment peut-on garantir la paix et la sécurité internationales si l'on fait fi de la Charte des Nations Unies et des résolutions adoptées en vertu de la légalité internationale? Ce sont là des éléments importants pour la consolidation de la paix. Cela constitue également un principe international qui doit être pleinement mis en oeuvre.

Nous demandons à la communauté internationale d'appuyer les propriétaires légitimes de la Bosnie-Herzégovine et de sauver ce peuple innocent, afin qu'il puisse jouir du droit à la vie au même titre que les autres peuples du monde. C'est une telle position honorable, adoptée par la communauté internationale à la suite de l'agression iraquienne contre l'État du Koweït, en 1991, et de l'adoption des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, qui a permis la condamnation de l'agression et la restauration de la légalité dans l'État frère du Koweït.

Il faut absolument que cela se reproduise en Bosnie-Herzégovine. Nous ne devons jamais oublier que l'Accord

de paix de Dayton n'a vu le jour que lorsque la communauté internationale a fait preuve de fermeté et de détermination.

La paix en Bosnie-Herzégovine est encore fragile. Elle a besoin de nouvelles garanties pour être consolidée. La communauté internationale est capable de veiller à ce que cela soit fait.

M. Kamal (Pakistan) (*interprétation de l'anglais*) : Nous sommes réunis aujourd'hui à un moment particulièrement critique de l'histoire de la Bosnie-Herzégovine. Depuis que l'Assemblée générale a examiné, pour la dernière fois, la situation en Bosnie-Herzégovine, il y a plus de deux ans, de nombreux événements significatifs et encourageants ont eu lieu.

S'il est vrai que des progrès importants ont été réalisés pour ce qui est de faire revivre l'unité et l'intégrité territoriale de l'État de Bosnie-Herzégovine, la mise en oeuvre intégrale et impartiale de l'Accord de paix de Dayton reste une source d'angoisse et de préoccupation. Le processus de paix en Bosnie-Herzégovine n'est pas encore devenu irréversible. Les conséquences du génocide et du «nettoyage ethnique» ne sont pas encore éradiquées. Le projet d'un État de Bosnie-Herzégovine uni, pluriethnique et multiculturel, dans ses frontières internationalement reconnues et doté d'institutions nationales pleinement opérationnelles, continue de se heurter à des obstacles de poids. La tâche de la réconciliation n'est toujours pas menée en toute bonne foi. D'autre part, il est indéniable que le Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine a sans équivoque honoré ses obligations, et qu'il souhaite toujours vivement la mise en oeuvre de l'ensemble d'engagements et de mesures stipulés par l'Accord de paix de Dayton.

C'est un sujet de profonde déception pour le Pakistan que de constater que l'idéal de paix dans la justice pour la Bosnie-Herzégovine continue d'être tenu en échec, notamment par les retards mis à poursuivre et à punir les personnes accusées de crimes contre l'humanité sur le territoire de l'ex-Yougoslavie. Les travaux du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie continuent d'être compromis par l'insuffisance chronique des fonds et des ressources nécessaires. Les contributions volontaires essentielles pour appuyer le noble travail de ce Tribunal n'ont malheureusement pas été fournies. L'ironie, en fait, veut qu'il n'a pas été possible jusqu'ici de réunir la modeste somme de 720 000 dollars requise pour l'exhumation des charniers.

Le Pakistan partage et approuve totalement le point de vue selon lequel un Tribunal efficace pourrait contribuer de

façon notable à un juste règlement du conflit en Bosnie-Herzégovine. Il est par conséquent important que la communauté internationale entreprenne sans délai des efforts pour convaincre le Conseil de sécurité et d'autres instances compétentes de la nécessité d'adopter des mesures efficaces pour faire en sorte que les criminels de guerre mis en accusation soient arrêtés et traduits en justice. Dans ce contexte, une vaste gamme d'options pourrait être étudiée, y compris celle de faire en sorte que la Force de mise en oeuvre (IFOR) et celle qui lui succède soient investies du mandat et des ressources nécessaires pour venir efficacement en aide au Tribunal dans l'exercice de sa responsabilité internationale.

Une autre question d'égale importance, dont la solution est indispensable pour maintenir le processus de paix sur la bonne voie, est celle du retour des réfugiés et des personnes déplacées en toute sécurité et dignité. C'est là, en fait, un élément important de l'Accord de Dayton, et la seule façon de garantir le plein rétablissement de l'État de Bosnie-Herzégovine dans ses frontières internationalement reconnues. Le retour des réfugiés et des personnes déplacées chez eux est également essentiel pour le succès du processus de démocratisation, notamment pour la tenue, l'an prochain, des élections municipales, qui doivent se dérouler sous supervision internationale. Le Pakistan est fermement convaincu que les mécanismes tant civils que militaires chargés de la mise en oeuvre de l'Accord de Dayton devraient être investis de l'autorité nécessaire pour atteindre cet objectif aussi rapidement que possible.

Il est donc impératif que la communauté internationale, notamment les parrains de l'Accord de Dayton, l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), ainsi que les mécanismes conçus pour faciliter le processus de paix de Dayton, demeurent pleinement engagés et n'épargnent aucun effort pour réaliser les promesses de l'Accord. La communauté internationale est moralement, juridiquement et politiquement tenue de fournir et d'affecter les ressources nécessaires pour faire de la Bosnie-Herzégovine un centre de stabilité et de tranquillité, non seulement dans les Balkans mais au-delà. La communauté internationale doit également s'efforcer de permettre au Gouvernement de la Bosnie-Herzégovine d'assumer le contrôle juridique, politique et souverain de ses frontières internationales. À cet égard, le Pakistan se félicite sincèrement des conclusions des récentes conférences de Londres et de Paris et espère sincèrement que ces conclusions apporteront un élan nouveau à la consolidation du processus de paix en Bosnie-Herzégovine au cours des deux années à venir.

En sa qualité de Président du Groupe d'assistance et de mobilisation de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) pour la Bosnie-Herzégovine, le Pakistan est heureux d'informer l'Assemblée générale que les États membres de l'OCI ont continué de faire preuve de leur engagement politique en faveur de l'unité, de l'intégrité territoriale, de la souveraineté et de l'indépendance politique de la Bosnie-Herzégovine par des mesures concrètes. Ces mesures se sont traduites par diverses formes d'assistance bilatérale et de contributions lors de conférences d'annonce de contributions, de même que par l'établissement d'un lien avec les organisations et les mécanismes régionaux chargés de la mise en oeuvre du processus de paix de Dayton. L'OCI a été représentée dans les réunions du Comité directeur du Conseil de mise en oeuvre de la paix. Les États membres de l'OCI ont aidé l'OSCE à surveiller les élections générales qui se sont déroulées en septembre dernier. Plusieurs États de l'OCI ont contribué à l'important programme lancé pour équiper et former l'armée bosniaque. Les États de l'OCI ont également contribué à la Force de mise en oeuvre et participent activement aux activités du Groupe international de police en Bosnie-Herzégovine. Le Groupe d'assistance et de mobilisation de l'OCI continuera d'évaluer et de surveiller attentivement les résultats de ses efforts à l'avenir, en vue d'identifier et peut-être d'élaborer de nouvelles modalités pour remplir son mandat plus efficacement.

Le Pakistan n'a jamais dévié de sa position de principe tout au long de la crise en Bosnie-Herzégovine et a toujours apporté un soutien moral et politique sans réserve à la population de Bosnie-Herzégovine. Le Pakistan est fermement résolu à renforcer tous les efforts visant à un règlement négocié destiné à rétablir une paix durable sur l'ensemble du territoire et à préserver son unité et son intégrité territoriales dans ses frontières internationalement reconnues. Nous ne pouvons nous empêcher de souligner que l'enjeu ici n'est pas seulement le destin de la Bosnie-Herzégovine, mais également celui de tous les États Membres plus petits et sans défense de notre Organisation.

C'est la crédibilité même de l'Organisation des Nations Unies qui est en cause ici, et plus particulièrement celle du Conseil de sécurité, pour ce qui est de faire respecter les principes immuables de la Charte, en l'occurrence la souveraineté, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale d'un État Membre souverain de l'Organisation des Nations Unies. Le Pakistan est fermement convaincu qu'aucune nation ne devrait être persécutée en raison de sa petite taille. Nous avons le sentiment que personne ne devrait faire l'objet de violences en raison de son origine ethnique. Nous estimons qu'aucune nation ne devrait se voir

dénier son droit intrinsèque à l'autodétermination et celui de mener une lutte légitime pour sa libération.

Le Pakistan voudrait saisir cette occasion pour assurer ses frères bosniaques de son appui sans réserve aux efforts qu'ils déploient pour surmonter les énormes problèmes qui se posent à leur pays et à leur peuple. Nous avons la certitude que la Bosnie-Herzégovine aura la capacité et la force de surmonter ces problèmes.

Le projet de résolution dont l'Assemblée générale est saisie aujourd'hui énonce les principes définissant le minimum que la communauté internationale doit accomplir si l'on veut établir un accord de paix juste et durable en Bosnie-Herzégovine. Le Pakistan s'est porté coauteur de ce projet de résolution et espère sincèrement que tous les États Membres en soutiendront l'adoption sans vote.

L'heure de la réconciliation authentique est venue. Le moment est venu de panser les blessures profondes. Le moment est venu d'oublier les divergences et d'édifier la paix pour tous les peuples impliqués dans le conflit. Certaines blessures, cependant, ne pourront jamais être guéries. Certains crimes odieux ne doivent pas rester impunis. Le principe des poursuites judiciaires internationales, établi et réaffirmé au cours du conflit en ex-Yougoslavie, ne devrait pas être abandonné. Les personnes responsables des violences horribles infligées à des centaines de milliers de personnes doivent faire face aux conséquences de leurs crimes.

Le Pakistan, pour sa part, continuera d'appuyer la communauté internationale en tant que solide garant de l'intégrité et de la souveraineté territoriales de la République de Bosnie-Herzégovine. La crise en Bosnie-Herzégovine a mis à l'épreuve notre civilisation. Notre réaction a été dilatoire et de pure forme. Maintenant que l'on a fait naître en nous de nouveaux espoirs, nous allons tous suivre de près le processus effectif de mise en oeuvre de l'Accord de paix de Dayton, afin de soutenir la dynamique de paix. Qu'il nous soit également permis d'espérer sincèrement qu'à l'avenir, nous et notre civilisation ne serons pas soumis à nouveau à pareille épreuve.

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : Je propose que la liste des orateurs dans le débat sur ce point de l'ordre du jour soit close aujourd'hui à 12 h 45.

Il en est ainsi décidé.

M. Hasmy (Malaisie) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation se félicite de l'examen ce matin par l'Assemblée générale du point de l'ordre du jour relatif à la

situation en Bosnie-Herzégovine. Bien que la question ait été examinée par le Conseil de sécurité, il est tout à fait opportun que cette Assemblée ait également l'occasion d'examiner la question, afin de permettre aux États Membres d'exprimer leurs vues sur une question qui a des incidences graves sur la paix et la sécurité régionales et internationales.

Ma délégation est heureuse de constater que certains progrès ont été faits dans l'application de l'Accord de paix. La Force multinationale de mise en oeuvre (IFOR), qui avait été créée par le Conseil de sécurité conformément à l'Accord de paix, a joué un rôle capital pour mettre fin aux combats, faire respecter le cessez-le-feu et séparer et démobiliser les factions belligérantes. Cela a permis la tenue d'élections à la présidence et aux organes de haut niveau, qui ont abouti à la création des institutions étatiques communes appropriées. La Malaisie est fière d'avoir participé à l'IFOR.

Les progrès ainsi réalisés jusqu'à présent devraient être non seulement préservés, mais consolidés davantage. À cet égard, la Malaisie se félicite de l'adoption à l'unanimité, jeudi dernier, de la résolution 1088 (1996) du Conseil de sécurité. Cette résolution autorise, entre autres, la mise en place d'une Force multinationale de stabilisation (SFOR) pour une période de 18 mois, en tant que successeur juridique de l'IFOR. Elle autorise également la prorogation jusqu'au 21 décembre 1997 des mandats de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH) et du Groupe international de police (GIP).

La Malaisie s'honore d'avoir été invitée à poursuivre sa participation à la nouvelle Force multinationale. Nous estimons que la présence permanente de la Force internationale sera extrêmement utile pour consolider la paix et pour créer des conditions propices à une mise en oeuvre positive des éléments civils de l'Accord de paix. Néanmoins, nous souhaitons une fois de plus souligner la nécessité d'élargir le mandat de la SFOR pour y inclure l'assistance à la mise en oeuvre des éléments civils de l'Accord de paix — notamment l'arrestation et la traduction en justice des criminels de guerre, le retour en toute sécurité des réfugiés et des personnes déplacées, et la liberté de circulation.

Nous reconnaissons le rôle important joué par le GIP dans la promotion de la sécurité civile en coopérant étroitement avec les parties pour réaliser les réformes fondamentales des institutions chargées d'appliquer la loi en Bosnie-Herzégovine. C'est pourquoi nous nous félicitons de la prorogation du mandat du GIP et des tâches additionnelles

qui lui ont été confiées, comme l'avait demandé la Conférence de mise en oeuvre de la paix de Londres, pour qu'il s'occupe des enquêtes relatives aux violations des droits de l'homme commises par la police des autorités locales de Bosnie-Herzégovine. La Malaisie est également honorée de participer au GIP.

Malgré les progrès tangibles réalisés au cours des 12 derniers mois, il reste encore beaucoup à faire. Ceci comprend la création d'institutions communes opérationnelles, la reconstruction et le relèvement économiques, le retour en toute sécurité des réfugiés et des personnes déplacées, la liberté de circulation, le respect des droits de l'homme, la coopération avec le Tribunal international et le respect de l'Accord sur la limitation des armements au niveau sous-régional. Nous sommes consternés de voir à quel point les succès relatifs à ces éléments du plan de paix ont été décevants.

La création d'institutions étatiques communes est essentielle pour assurer la stabilité politique, la reconstruction économique et l'existence d'un gouvernement stable et fonctionnel en Bosnie-Herzégovine. Nous nous félicitons donc de la tenue des élections à la présidence et aux organes supérieurs, le 14 septembre de cette année, en tant que contribution importante à la promotion de la démocratie et à la consolidation de la paix. Nous estimons que les élections municipales justes et régulières qui auront lieu dans toute la Bosnie-Herzégovine l'année prochaine renforceront encore ce processus. Nous sommes encouragés de constater que la présidence a, depuis, été en mesure de se réunir régulièrement et qu'un accord a été conclu en ce qui concerne la constitution du Conseil des ministres. Nous espérons que l'engagement pris par les membres de la présidence, le 14 novembre 1996, à Paris, pour la mise en place rapide des institutions communes sera scrupuleusement honoré.

La consolidation de la paix en Bosnie-Herzégovine doit s'accompagner de mesures de reconstruction et de relèvement économiques rapides et vigoureuses. Le pays, ravagé par quatre longues années d'une guerre ethnique tragique, a besoin d'une dose massive d'aide extérieure pour rétablir ses infrastructures et relever son économie dévastée. Cela exige de consacrer de toute urgence des efforts à la construction de logements et à la revitalisation de l'industrie afin de répondre aux besoins pressants des réfugiés et des personnes déplacées qui rentrent chez eux et de créer des emplois pour les soldats démobilisés. Ces efforts sont considérés comme un préalable essentiel à la stabilisation de la paix en Bosnie-Herzégovine et dans l'ensemble de la région. À cet égard, nous souhaitons à nouveau souligner

qu'il est important de consacrer la majeure partie de l'aide au relèvement aux régions qui ont le plus souffert des ravages de la guerre.

La consolidation de la paix est également subordonnée au retour en toute sécurité des réfugiés et des personnes déplacées dans leurs lieux d'origine et dans les logements qu'ils ont abandonnés. Nous sommes préoccupés par le fait que sur près de 2,1 millions de réfugiés et de personnes déplacées, un quart d'entre elles seulement sont rentrées, alors que les autres restent déplacées à l'intérieur et en dehors du territoire bosniaque. Le droit au retour, tel que prévu par l'Accord de paix, doit être honoré et la sécurité des réfugiés et des personnes déplacées pour leur permettre de rentrer librement chez eux doit être protégée. La destruction gratuite de maisons et d'autres actes criminels qui visent à entraver la liberté de circulation doivent être vivement déplorés. La communauté internationale doit veiller à ce que le respect des droits de l'homme prévale en Bosnie-Herzégovine.

Une autre question qui préoccupe vivement ma délégation est celle de l'appui offert au Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie. Récemment, les juges du Tribunal ont adopté à l'unanimité une résolution, qui traduit leur sentiment croissant que le Tribunal est marginalisé et que ses décisions sont ignorées. Dans cette Assemblée, le mois dernier, le Président du Tribunal, le juge Antonio Cassese, a exprimé sa vive consternation devant l'absence de collaboration des parties intéressées pour ce qui est de remplir leurs obligations envers le Tribunal, comme l'exige l'Accord de paix. Nous sommes également troublés de constater que les auteurs de certains des crimes les plus graves commis contre l'humanité sont toujours en liberté, libres de porter atteinte à la paix en toute impunité. Il est extrêmement regrettable que ceux qui ont compétence et pouvoir pour arrêter les criminels de guerre aient ignoré les décisions du Tribunal dans ce sens par crainte de représailles ou pour d'autres raisons. La Malaisie reste ferme dans son exigence que les responsables de crimes de guerre en Bosnie-Herzégovine soient traduits en justice et punis pour leurs actes horribles. Ils doivent être tenus responsables des atrocités qu'ils ont commises et des souffrances qu'ils ont infligées à des milliers de personnes en Bosnie-Herzégovine.

Le rôle du Tribunal est d'apporter une contribution importante et capitale au rétablissement et à la consolidation de la paix en Bosnie-Herzégovine. La communauté internationale doit donc insister sur l'importance des travaux du Tribunal dans la perspective d'assurer la paix et la réconciliation en Bosnie-Herzégovine en faisant en sorte que

justice soit rendue aux victimes des atrocités et des agressions. La communauté internationale devrait continuer d'accorder un appui sans faille au Tribunal, y compris un appui financier, afin qu'il puisse s'acquitter de ses tâches non achevées.

Ma délégation estime qu'il est vital de maintenir un équilibre des forces crédible pour qu'une paix, une sécurité et une stabilité durables puissent être instaurées dans la région. À cet égard, nous nous félicitons de l'Accord sur la limitation des armements au niveau sous-régional signé à Vienne, le 26 janvier 1996, et à Florence, le 14 juin 1996. Néanmoins, nous sommes préoccupés par certaines informations signalant qu'une partie en particulier ne se conforme pas aux dispositions de cet Accord. Nous sommes préoccupés par le fait que si cette mesure de confiance essentielle est bafouée, cela pourrait avoir des conséquences très graves pour la stabilité de toute la région des Balkans. Il est donc essentiel que les parties intéressées honorent de bonne foi leurs engagements.

Nous nous félicitons de l'accord de principe conclu entre les Gouvernements de la Bosnie-Herzégovine et de la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) afin de normaliser leurs relations. Nous demandons à la République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) de remplir ses obligations en établissant des relations diplomatiques sans poser de conditions préalables. Les parties à l'Accord doivent donner l'assurance qu'elles sont tout acquises à la mise en oeuvre intégrale de l'Accord de paix. Toute mise en oeuvre sélective de l'Accord par certaines parties est inacceptable et il faudra s'y opposer fermement.

Parallèlement, la communauté internationale et, en particulier, les parrains de l'Accord de paix, ont un rôle vital et décisif à jouer pour garantir son succès. Nous demandons instamment aux parties concernées de respecter leurs obligations, mais il convient également que la communauté internationale renouvelle son appui aux efforts supplémentaires visant à restaurer une paix et une prospérité durables en Bosnie-Herzégovine. Il est également important que la communauté internationale garantisse le respect de l'indépendance, de la souveraineté, de la continuité juridique et de l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine dans ses frontières internationalement reconnues. Nous devons montrer notre attachement sincère à la préservation d'une Bosnie-Herzégovine multiculturelle et multireligieuse unifiée en appuyant à l'unanimité ce projet de résolution.

M. Takht-Ravanchi (République islamique d'Iran) (*interprétation de l'anglais*) : À la suite de l'Accord de paix pour la République de Bosnie-Herzégovine, un nouveau chapitre a été ouvert dans les Balkans. En principe, ce nouveau chapitre comprendra les possibilités et les garanties nécessaires en faveur d'une coexistence pacifique entre les divers groupes existant en Bosnie et entre les divers pays de la région.

Bien que les combats aient pris fin en Bosnie-Herzégovine, il reste beaucoup à faire pour y restaurer la stabilité et une paix juste. Comme le note le Secrétaire général dans son rapport, contenu dans le document S/1996/1017, la Bosnie-Herzégovine est encore très loin d'être une société unifiée dans laquelle tous les citoyens jouiraient des libertés universelles prévues par l'Accord de paix.

Avec la fin de la guerre et de la violence, qui ont fait de nombreuses victimes et causé la destruction de biens et le déplacement de populations, il existe maintenant un espoir de paix durable en Bosnie-Herzégovine. Tous les efforts doivent donc être faits pour profiter de l'élan créé et pour empêcher un retour aux anciens errements et la résurgence des mêmes vieux arguments conduisant à la division et à la haine raciale. Nous nous devons donc d'appuyer la reconstitution pacifique et démocratique de l'État de Bosnie-Herzégovine.

Il est cependant très préoccupant de constater que des groupes séparatistes ont activement tenté de favoriser des aspirations négatives, qui font peser une lourde menace sur la paix et la sécurité dans la région, ainsi que sur la réunification démocratique de l'État de Bosnie-Herzégovine.

Pour consolider la paix, il faut mettre en oeuvre pleinement et intégralement les diverses dispositions de l'Accord. Nous estimons qu'à cette fin, il convient de prendre, entre autres, les importantes mesures suivantes.

Premièrement, toute tentative de violation de l'intégrité territoriale, de l'unité nationale ou de l'indépendance de la République de Bosnie-Herzégovine, dans ses frontières internationalement reconnues, et avec Sarajevo pour capitale, doit être énergiquement réprouvée et brisée. Les résultats des élections nationales qui se sont tenues le 14 septembre 1996, en dépit du fait que les conditions stipulées dans l'Accord de paix n'ont pas été pleinement respectées, montrent que la population de Bosnie a opté pour une République multiethnique et multiraciale. En conséquence, tous les groupes ethniques et raciaux en Bosnie doivent respecter les éléments et les principes

nécessaires au maintien de ces caractéristiques et de l'unité nationale.

Deuxièmement, le fonctionnement efficace et approprié du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie doit être pleinement garanti. Cet objectif ne pourra être réalisé si la coopération avec le Tribunal et le respect de ses décisions ne sont pas garantis. Nous jugeons encourageant le fait que la République de Bosnie-Herzégovine a pleinement coopéré avec le Tribunal. Comme le troisième rapport annuel du Tribunal le montre, la République de Bosnie-Herzégovine a été, de loin, la partie la plus coopérative. Elle a répondu à presque tous les mandats d'arrêt qui lui ont été adressés et a expliqué son impossibilité d'exécuter les mandats d'arrêt dans les territoires bosniaques situés en dehors de son contrôle. La communauté internationale a l'obligation de veiller à ce que les parties qui n'ont pas coopéré avec les décisions du Tribunal se conforment pleinement à celles-ci. La paix et la sécurité dans la région exigent que les personnes responsables de crimes contre l'humanité et d'autres violations graves du droit international humanitaire commises en Bosnie soient traduites en justice.

Troisièmement, les conditions nécessaires au retour chez eux, en toute sécurité, des réfugiés et des personnes déplacées doivent être créées. Ce retour doit être facilité par l'assistance sincère des organisations internationales compétentes. Par ailleurs, il est nécessaire de garantir la liberté de circulation de tous les Bosniaques. Ces mesures, entre autres, pourront ouvrir la voie à la tenue d'élections municipales démocratiques, libres et régulières.

Quatrièmement, la construction de la Bosnie est le défi le plus impressionnant lancé non seulement à la population de la République de Bosnie-Herzégovine, mais à la communauté internationale tout entière. Ce processus, qui pourrait renforcer la paix et la tranquillité, doit être suivi et mis en oeuvre avec détermination, sans condition préalable ni retard indu.

Cinquièmement, la coopération de toutes les parties, notamment de l'entité serbe, aux accords de limitation des armements et de stabilisation régionale, doit être garantie.

Comme par le passé, la République islamique d'Iran est prête à soutenir le peuple bosniaque dans cette difficile période de transition vers une paix durable. Nous continuerons d'apporter notre aide humanitaire au peuple bosniaque pour la reconstruction de son pays. Enfin, en tant que coauteur du projet de résolution dont l'Assemblée

générale est saisie, nous espérons que le projet pourra être adopté à l'issue d'un vote.

M. Al-Midhadi (Qatar) (*interprétation de l'arabe*) : Une année après la signature de l'Accord de Dayton pour la paix en Bosnie-Herzégovine, des dispositions fondamentales de l'Accord ont été mises en application. Les hostilités ont cessé, une zone tampon a été établie entre les parties au conflit, des élections nationales ont été organisées, le 14 septembre dernier, et des institutions communes ont été mises en place.

La porte est donc ouverte à un retour à la normalité en Bosnie-Herzégovine. Néanmoins, la non-application de certaines dispositions extrêmement importantes de l'Accord de Dayton fait obstacle à la réconciliation, pourrait saper la confiance mutuelle et gêner le retour des réfugiés chez eux. Nous espérons que le groupe de travail chargé d'étudier les questions humanitaires examinera une stratégie pour faciliter le retour rapide des réfugiés en toute sécurité. Par ailleurs, pour des raisons éthiques et juridiques, les criminels de guerre en Bosnie-Herzégovine doivent être traduits en justice. L'Accord stipule en fait que toutes les parties s'engagent à se conformer aux injonctions du Tribunal pénal international de La Haye et à lui remettre les personnes accusées de violations du droit humanitaire en Bosnie-Herzégovine.

Enfin, la parité et l'équilibre militaires sont une condition préalable indispensable au retour à la paix et à la sécurité en Bosnie-Herzégovine. Cela suppose que toutes les parties respectent l'Accord sous-régional sur la maîtrise des armements, et notamment qu'elles déclarent le nombre exact d'armes en leur possession et détruisent les quantités d'armes prescrites. Les États Membres et les organisations régionales doivent concourir à l'application de cet accord aux plans régional et sous-régional. Les parties qui ne se conformeraient pas à cet accord doivent être dénoncées conformément à l'Accord de Dayton.

La parité et l'équilibre militaires dans la région exigent aussi que l'armée de Bosnie-Herzégovine soit suffisamment bien équipée pour garantir l'intégrité territoriale de la Bosnie-Herzégovine. À cet égard, le Qatar se félicite que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ait créé et entrepris de diriger la Force multinationale de stabilisation (IFOR) en Bosnie-Herzégovine afin d'assurer la mise en oeuvre pleine et entière de l'Accord de paix de Dayton.

La reconstruction et la revitalisation économiques de la Bosnie-Herzégovine sont nécessaires pour assurer la paix

et la sécurité dans ce pays ravagé par quatre années de guerre. Le Qatar souligne combien sont importantes la fourniture d'une aide humanitaire et la coopération technique pour assurer la relance économique, consolider la réconciliation et améliorer les conditions de vie en Bosnie-Herzégovine et dans le reste de la région. À cet égard, lors de la réunion de Bruxelles en avril 1996, le Qatar s'est engagé à verser 5 millions de dollars pour permettre l'exécution de divers projets en Bosnie-Herzégovine. Ont été financés des programmes d'éducation, de soins de santé préventifs, de remise sur pied d'organisations scientifiques et culturelles et d'aide aux familles des victimes de guerre. En outre, des organisations caritatives du Qatar ont financé d'autres programmes humanitaires. Le mois dernier, le Qatar a participé à la cinquième réunion pour la mobilisation des ressources en faveur de la Bosnie-Herzégovine, tenue sous l'égide de l'Organisation de la Conférence islamique. Nous nous y sommes déclarés prêts à accueillir, à Doha, à une date qui devrait être décidée en consultation avec les parties, la sixième réunion organisée dans le même but.

La paix, l'intégrité territoriale et l'indépendance passent par la mise en oeuvre pleine et entière de l'Accord de paix. Cela suppose bien sûr le retour des réfugiés, le jugement des criminels de guerre, la liberté de mouvement et la reconstruction du pays.

M. Konishi (Japon) (*interprétation de l'anglais*) : Au nom du Gouvernement japonais, j'aimerais saisir cette occasion pour rendre un vibrant hommage aux pays et aux organisations internationales qui contribuent à la mise en oeuvre de l'Accord de paix. Le Japon apprécie tout particulièrement les efforts de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH), qui coordonne les activités de mise en oeuvre de la paix des Nations Unies dans le domaine civil.

La situation sur le terrain s'est considérablement améliorée depuis la signature de l'Accord de paix il y a un an, et la population de la région commence à récolter les fruits de la paix. La communauté internationale et les parties bosniaques doivent désormais concentrer leurs efforts sur les aspects civils de l'Accord. Nous nous félicitons que les élections aient eu lieu le 14 septembre 1996, car c'était une étape indispensable pour réaliser les objectifs de l'Accord de paix.

Cependant, je ne peux manquer de rappeler que le chemin conduisant à la complète réconciliation sera long et difficile. Le conflit prolongé a profondément divisé les gens. Nous n'en sommes qu'à la première phase du processus

d'établissement de la paix en Bosnie-Herzégovine et d'importants problèmes restent à régler. Je songe en particulier à la mise en place et au fonctionnement, dès que possible, d'institutions communes, au rapatriement des réfugiés, à la tenue d'élections municipales, au respect des droits de l'homme, à la coopération avec le Tribunal criminel international pour l'ex-Yougoslavie et à la promotion de la réhabilitation et de la reconstruction.

À cet égard, les récentes Conférences de Paris et de Londres ont beaucoup contribué à l'orientation du processus de mise en oeuvre de la paix pour l'année à venir. Le Japon appuie pleinement les conclusions auxquelles on est arrivé à ces deux conférences.

La Force multinationale de mise en oeuvre (IFOR) a joué un rôle précieux en empêchant la reprise du conflit en Bosnie-Herzégovine. Le Japon se félicite de la résolution 1088 (1996) du Conseil de sécurité, où l'on décide de maintenir une présence internationale en créant, pour une durée planifiée de 18 mois, une Force multinationale de stabilisation (SFOR). La présence de cette force, en tant que successeur légal de l'IFOR, est essentielle pour garantir un environnement propice à la mise en oeuvre des aspects civils du processus de paix.

Dans le cadre de ce processus, les Nations Unies ont déployé le Groupe international de police (GIP) afin de renforcer les capacités de la police locale. Le Japon se félicite que le Conseil de sécurité ait décidé de proroger jusqu'au 21 décembre 1997 le mandat de la MINUBH et par la même occasion celui du GIP. Le Japon tient aussi à manifester son appui au Centre d'action antimines de la MINUBH et à appeler les autorités de Bosnie-Herzégovine à lui fournir leur plein appui.

C'est aux autorités et au peuple de Bosnie-Herzégovine qu'incombe au premier chef la responsabilité d'établir la paix. L'aide de la communauté internationale pour la réalisation de cet objectif dépend du plein respect de l'Accord de paix par les parties. C'est pourquoi le Japon exhorte les parties à respecter, pleinement, inconditionnellement et sans plus de retard, leurs engagements en ce qui concerne la libération des prisonniers, la mise en oeuvre du cadre constitutionnel, la garantie de la liberté de mouvement, la coopération avec le Tribunal criminel international pour l'ex-Yougoslavie, le retour des réfugiés et le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Depuis la signature de l'Accord de paix de Dayton, le Japon — en sa qualité de membre du Comité directeur ministériel du Conseil de la mise en oeuvre de la paix — a

participé activement aux efforts internationaux visant à appuyer la mise en oeuvre de la paix. Nous avons également apporté une aide substantielle en ce qui concerne les aspects civils, comme la réhabilitation et la reconstruction, la formation de la police locale, le rapatriement des réfugiés et des personnes déplacées et la tenue des élections en septembre dernier.

Le Japon réitère son plein appui aux États Membres et à toutes les organisations internationales qui oeuvrent actuellement pour l'application de l'Accord de paix. Nous sommes prêts à contribuer davantage encore aux efforts visant à renforcer la paix et la stabilité en Bosnie-Herzégovine.

M. Türk (Slovénie) (*interprétation de l'anglais*) : La Slovénie se rallie à la déclaration sur la situation en Bosnie-Herzégovine, que le Représentant permanent de l'Irlande a faite précédemment au nom de l'Union européenne et des États associés. Nous aimerions y ajouter quelques remarques.

De nombreux changements se sont produits en Bosnie-Herzégovine depuis que l'Assemblée générale a examiné la situation il y a deux ans. Le conflit armé, qui suscitait à l'époque une préoccupation quasi générale, a pris fin. L'Accord de paix de Dayton a défini un cadre réaliste pour le processus de consolidation de la paix.

Les moyens militaires qui avaient cruellement fait défaut au cours des années précédentes ont la crédibilité nécessaire au processus diplomatique. La guerre a pris fin, et les efforts de consolidation de la paix sont en cours.

Les décisions prises lors des récentes Conférences de Paris et de Londres permettent d'espérer que ces efforts se poursuivront avec la vigueur et la détermination nécessaires, c'est-à-dire, avec les qualités essentielles à leur succès. La semaine dernière, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1088 (1996), qui a autorisé la création de la Force multinationale de stabilisation (SFOR) et prorogé le mandat de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine (MINUBH), y compris celui du Groupe international de police (GIP).

La liste des activités entreprises en vue de consolider la paix en Bosnie-Herzégovine est impressionnante et autorise un optimisme prudent quant aux chances de succès. Toutefois, rien ne devrait être tenu pour acquis.

Dans son discours, lors du récent Sommet de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

(OSCE) à Lisbonne, M. Milan Kučan, le Président de la Slovénie, a souligné que

«La réussite initiale de la mise en oeuvre de l'Accord de paix pour la Bosnie-Herzégovine montre que grâce à un effort combiné et à une détermination suffisante nous sommes capables de nous opposer à la guerre. Mais la Bosnie est également un cas où des erreurs d'évaluation ont été commises, des occasions ont été manquées et les moyens de la diplomatie préventive ont été négligés.

Bien sûr, le succès de l'action internationale en Bosnie-Herzégovine servira d'incitation à des efforts futurs en faveur de la paix dans la région de l'OSCE. Il est cependant important que la paix fragile soit renforcée par une présence internationale permanente en Bosnie-Herzégovine, et que son intégrité territoriale, son indépendance politique et sa structure démocratique soient finalement garanties.»

J'aimerais faire quelques remarques sur deux questions qui semblent essentielles dans le cadre des efforts déployés pour assurer l'intégrité territoriale, l'indépendance politique et la structure démocratique de la Bosnie-Herzégovine. Il s'agit, premièrement, du retour des réfugiés chez eux et, deuxièmement, de l'efficacité du Tribunal international pour les crimes de guerre commis en Bosnie-Herzégovine.

L'importance du retour des réfugiés est évidente. Sans un rapatriement cohérent et librement consenti, bien que progressif, des réfugiés, il y a peu de raisons d'espérer que des élections locales crédibles puissent avoir lieu et que les institutions chargées de la gestion démocratique des affaires publiques sur la base de ces élections puissent commencer à fonctionner. Cela aura, à son tour, une influence pro-fonde sur les perspectives générales de rétablissement de la démocratie et de sauvegarde des droits de l'homme dans le pays.

La situation actuelle n'est pas encourageante. La liberté de circulation est loin d'être garantie. En outre, les pressions exercées pour empêcher le retour des réfugiés se maintiennent. La pratique dévastatrice de destruction systématique des logements que les réfugiés souhaitent réintégrer n'a pas pris fin. Cette situation doit être une source de vives préoccupations, et je souligne qu'un engagement plus actif de la Force de stabilisation est nécessaire en tant qu'élément essentiel à la création d'un environnement suffisamment sûr pour encourager le retour des réfugiés. N'oublions pas la récente leçon selon laquelle l'absence d'engagement militaire ferme ne fait qu'encou-

rager les éléments locaux extrémistes dans leurs pratiques d'intimidation et de violation des droits de l'homme. De telles pratiques peuvent rendre impossible le retour des réfugiés et, partant, compromettre gravement les efforts déployés pour stabiliser la paix.

Il est pratiquement universellement reconnu à présent que le fonctionnement efficace du Tribunal international chargé de juger les crimes de guerre est essentiel pour la réussite du processus de paix en Bosnie-Herzégovine. La justice a, bien entendu, une valeur intrinsèque dans toute société. C'est en vertu de cette valeur intrinsèque que la justice doit être rendue. En outre, dans la situation de la Bosnie-Herzégovine, la justice représente également un objectif politique important. Elle doit établir une distinction entre les responsables des crimes de guerre et les autres personnes et contribuer ainsi à la création de conditions de coexistence des peuples à l'avenir. Elle doit empêcher une situation dans laquelle la culture de l'impunité serait une source permanente d'instabilité.

L'ONU et le Conseil de sécurité ont assumé une responsabilité particulière en ce qui concerne l'exercice de la justice en Bosnie-Herzégovine en créant le Tribunal international chargé de juger les crimes de guerre. Cette responsabilité comprend le devoir de veiller à l'efficacité du Tribunal.

Il est important de noter que la Conférence de Londres et le Conseil de sécurité, dans sa récente résolution 1088 (1996), ont souligné l'obligation qu'ont les parties de coopérer pleinement avec le Tribunal et que cette coopération sans réserve suppose que les personnes inculpées par le Tribunal lui soient remises pour être jugées. Il est réconfortant de noter que la Conférence de Londres a très clairement subordonné la coopération avec le Tribunal à l'assistance économique internationale accordée aux parties intéressées. Il est également important que dans sa résolution 1088 (1996), le Conseil de sécurité ait reconnu que la Force multinationale est autorisée à prendre toutes les mesures requises, y compris l'emploi de la force, pour veiller au respect des dispositions de l'annexe 1-A de l'Accord de paix, y compris, et j'insiste sur ce point, ses dispositions relatives à la coopération des parties avec le Tribunal, telles qu'elles figurent à l'article IX, paragraphe 1 g), et à l'article X de l'annexe 1-A.

Tout en prenant note avec satisfaction de tous les progrès, nous souhaitons également souligner que le Tribunal lui-même, dans son rapport à l'Assemblée générale, a souligné le fait que la coopération des parties avec le Tribunal a été jusqu'à présent très inégale. Cela suggère que

tous les efforts faits dans le domaine de la mise en oeuvre des décisions mentionnées doivent être axés sur les parties qui n'ont pas encore fait preuve d'une coopération satisfaisante avec le Tribunal, comme c'est le cas notamment de l'une de ces parties. La communauté internationale doit pouvoir s'abstenir de la pratique qui consiste à partager à égalité la culpabilité, car la justice exige que le problème soit traité avec la rigueur morale nécessaire.

La justice continuera d'être un élément essentiel des efforts déployés en faveur de la paix en Bosnie-Herzégovine, et elle devra être servie de nombreuses manières. L'une d'entre elles sera la nécessité de protéger et de renforcer les droits de l'homme et d'empêcher les violations de ces droits. On ne saurait tolérer le silence sur les violations des droits de l'homme en Bosnie-Herzégovine. Il est particulièrement important que les acteurs internationaux en Bosnie-Herzégovine en soient conscients et que l'on fasse fermement prévaloir le principe selon lequel aucun témoin ne doit garder le silence.

Un autre aspect de la justice, qui va continuer de prendre de l'importance, est la nécessité de s'assurer que l'assistance internationale pour la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine n'ait pas pour conséquence d'enrichir les criminels de guerre ni de contribuer à entretenir leurs organisations. Un contrôle minutieux des bénéficiaires de l'assistance internationale sera nécessaire. Sinon, l'aide économique internationale pourrait renforcer les éléments déstabilisateurs.

De nombreux orateurs ont mentionné, dans ce débat, les mesures nécessaires au renforcement de la stabilité dans la région. En principe, ces mesures devraient avoir des effets positifs sur la consolidation de la paix en Bosnie-Herzégovine. Nous partageons ces espoirs et nous souhaiterions appuyer, en particulier, la déclaration faite au nom de l'Union européenne et des États associés concernant l'État successeur et la normalisation des relations entre les cinq États successeurs de l'ex-Yougoslavie. Il est essentiel qu'en matière de succession à l'ex-Yougoslavie, État qui a cessé d'exister, le principe de l'égalité des cinq États successeurs soit pleinement respecté. Il en va de même des relations diplomatiques entre les États successeurs. Dans les cas où il y a toujours lieu d'en établir, elles devront l'être sans condition et sur la base du plein respect du principe de l'égalité des cinq États successeurs de l'ex-Yougoslavie.

Qu'il me soit permis d'ajouter, pour terminer, que nous nous félicitons du fait que l'Assemblée générale continue d'exprimer l'intérêt que la communauté mondiale porte à la situation en Bosnie-Herzégovine. La Slovénie votera pour

le projet de résolution soumis à l'Assemblée générale et encourage l'Assemblée générale à continuer de manifester son intérêt à l'égard de la situation en Bosnie-Herzégovine.

Programme de travail

Le Président (*interprétation de l'anglais*) : J'informe les membres que l'examen du point 16 de l'ordre du jour «Nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies» aura lieu demain, 17 décembre 1996, à 15 heures. Afin que la cérémonie de nomination se déroule dans de bonnes conditions, je voudrais indiquer que conformément à la pratique habituelle, le nombre d'orateurs sera limité aux Présidents des groupes régionaux et au représentant du pays hôte. J'espère que leurs allocutions ne dépasseront pas cinq minutes.

Je voudrais en outre informer l'Assemblée que l'examen du rapport de la Sixième Commission sur le point 144 de l'ordre du jour, intitulé «Convention sur le droit relatif aux utilisations des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation» et figurant dans le document A/51/624, est reporté à demain, pour permettre la préparation du rapport de la Cinquième Commission relatif aux incidences sur le budget-programme du projet de résolution recommandé par la Sixième Commission au paragraphe 12 de son rapport.

M. Mabilangan (Philippines), Vice-Président, assume la présidence.

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Enfin, je voudrais en outre informer l'Assemblée que l'examen du rapport de la Sixième Commission sur le point 147 de l'ordre du jour, intitulé «Création d'une cour criminelle internationale» et figurant dans le document A/51/627, est reporté à demain, 17 décembre, en tant que deuxième point, pour permettre la préparation du rapport de la Cinquième Commission relatif aux incidences sur le budget-programme du projet de résolution recommandé par la Sixième Commission au paragraphe 10 de son rapport.

J'informe également les membres que l'examen du rapport de la Sixième Commission sur le point 150 de l'ordre du jour, intitulé «Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation», est reporté à demain, 17 décembre, en tant que troisième point, afin de nous donner le temps de nous occuper du rapport de la Cinquième Commission sur les incidences sur le budget-programme du projet de résolu-

tion II, recommandé par la Sixième Commission au paragraphe 14 de son rapport.

J'informe également les membres que l'examen du rapport de la Sixième Commission (A/51/631) sur le point 151 de l'ordre du jour, intitulé «Mesures visant à éliminer le terrorisme international», est reporté à demain pour permettre le traitement du rapport de la Cinquième Commission sur les incidences sur le budget-programme du projet de résolution recommandé par la Sixième Commission au paragraphe 11 de ce rapport.

La séance est levée à 13 h 10.